

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201246]

6 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, d'une part, l'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et les articles 470 et 474 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant, d'autre part, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, un Chapitre VII intitulé « services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées »

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre IV, articles 283, alinéa 2, 12°, 285 et 289;  
Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII;  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 septembre 2013;  
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2013;  
Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 30 mai 2013;  
Vu l'avis 54.468/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, donné le 15 octobre 2013;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° les services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées. ».

**Art. 3.** L'article 470 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est modifié comme suit :

« Les demandes d'agrément des services, centres ou institutions sont adressées à l'AWIPH par un envoi postal ou électronique permettant à l'expéditeur d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi. ».

**Art. 4.** Dans l'article 474 du même Code, le mot « cinq » est remplacé par le mot « six ».

**Art. 5.** Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, il est inséré un chapitre VII, comportant les articles 831/1 à 831/74, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VII. — *Services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions introductives*

**Art. 831/1.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° l'utilisateur : toute personne handicapée telle que définie à l'article 261 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, dont la décision d'intervention de l'AWIPH conclut à la pertinence de bénéficier d'un service proposant un répit destiné aux personnes handicapées et à leurs aidants proches;

2° l'intervenant : le travailleur du service qui effectue une prestation de répit auprès de l'utilisateur;

3° le service de répit : le service agréé par l'AWIPH en vertu de la section 3, qui organise des prestations de répit pour les personnes handicapées enfants ou adultes et leurs aidants proches;

4° l'aidant proche : la personne de l'entourage qui, à titre non professionnel et avec le concours éventuel d'intervenants professionnels, assure un soutien et une aide continue à une personne en situation de grande dépendance, à domicile;

5° les prestations de répit : toutes prestations visant à permettre à l'utilisateur de diversifier ses activités à domicile ou dans un autre environnement et à ses aidants proches de bénéficier de temps libre durant un moment déterminé par le biais d'un relais de qualité;

6° le service polyvalent : service qui propose des prestations de répit à l'égard d'utilisateurs qui présentent tout type de déficience;

7° le service spécifique : service qui propose des prestations de répit à l'égard d'utilisateurs qui, au regard de leur déficience, nécessitent une approche et un accompagnement spécifiques;

8° le cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'AWIPH;

9° le relevé annuel des prestations : la liste des utilisateurs du service et l'ensemble des prestations effectuées, selon un modèle établi par l'AWIPH;

10° les services généraux : les services destinés à l'ensemble de la population et pouvant répondre, dans le cadre de leurs prestations, aux besoins des personnes accompagnées;

11° le réseau : ensemble de personnes composé de la famille de l'utilisateur, de proches, d'amis ainsi que les services généraux ou spécialisés auxquels la personne a recours et lié par une répartition des tâches et des rôles;

12° l'entité administrative : l'entité constituée de plusieurs services agréés par l'AWIPH, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune, sous contrat de travail, qui possède pour l'ensemble des services agréés par l'AWIPH, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel;

13° entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations;

14° la gestion journalière : gestion qui implique :

a) le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris l'équipe administrative commune aux services;

b) d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés;

c) de coordonner, le cas échéant, les différentes directions existant au sein de l'entité;

15° la présence active : fait d'effectuer la prestation en répondant au mieux aux besoins exprimés par l'utilisateur ou son représentant légal et ses aidants proches.

### Section 2. — Principes généraux et missions des services

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Principes généraux

**Art. 831/2.** § 1<sup>er</sup>. Le répit s'adresse aux personnes handicapées qui, en raison de leur situation de handicap, ne peuvent pas accéder aux prestations de garde et de loisirs proposées par les services généraux ou les opérateurs privés destinées à tout public.

§ 2. Le répit se réalise via des prestations de répit résidentiel, des prestations de répit à domicile et des prestations de répit en demi-journée d'activité collective telles que définies à l'article 831/4.

#### Sous-section 2. — Missions des services

**Art. 831/3.** § 1<sup>er</sup>. Les services de répit ont pour mission générale :

1° de contribuer, dans le cadre d'un partenariat entre le service, l'aidant proche et l'utilisateur, à une qualité de vie respectant les aspirations et les besoins spécifiques de chacun;

2° d'être un relais en assurant une présence active auprès de l'utilisateur;

3° de contribuer à mettre en place le réseau nécessaire autour de l'aidant proche et de l'utilisateur;

4° d'assurer un rôle de coordination, de réorientation et de travail en réseau. Le travail de coordination, de réorientation et de réseau est l'ensemble des actions réalisées par les services proposant un répit qui visent à :

a) informer l'utilisateur pour toutes demandes qui ne relèvent pas des missions des services de répit;

b) informer l'AWIPH des pratiques, des besoins et des demandes spécifiques des usagers non rencontrés;

c) favoriser les partenariats entre services en vue de mobiliser les ressources sociales, professionnelles, sanitaires et autres sur un territoire donné, autour des besoins et de la demande des personnes en situation de handicap ou leurs aidants proches;

d) assurer la meilleure orientation des personnes en situation de handicap ou leurs aidants proches, prioritairement via les services généraux;

e) optimiser l'efficacité de l'aide et décider de la conduite à suivre dans les situations plus lourdes ou plus complexes;

5° d'ajuster l'offre de services en fonction des besoins et des demandes de l'aidant proche et de l'utilisateur, et dans la limite des possibilités du service;

6° de jouer un rôle de soutien pour les aidants proches qui assurent la présence permanente auprès d'un usager;

7° de faciliter la possibilité de l'aidant proche à pouvoir réaliser des activités personnelles;

8° d'offrir à l'utilisateur une prestation sécurisante répondant à ses besoins et à son bien-être;

9° de permettre à l'utilisateur de continuer à accéder à des activités valorisantes;

10° d'optimiser le bien-être mental, physique et social de l'utilisateur.

§ 2. Complémentaire aux missions visées au § 1<sup>er</sup>, les services spécifiques assurent sur l'ensemble du territoire de langue française de la Région wallonne, une mission de support, de formation et de référence pour tous les services.

§ 3. Le service veille à donner la priorité aux usagers en situation d'urgence, avec des besoins importants d'assistance, ou n'ayant pas accès à d'autres prestations de l'AWIPH. Il prend également en considération la situation de l'aidant proche et de la famille.

**Art. 831/4.** § 1<sup>er</sup>. La prestation de répit à domicile consiste en une présence active de l'intervenant auprès de l'utilisateur au domicile ou sur un lieu défini entre l'aidant proche, l'utilisateur et le service de répit, hors activité scolaire.

§ 2. La prestation de répit en demi-journée d'activité collective consiste à accueillir des usagers lors d'activités extérieures collectives organisées en journée par le service répit, hors activité scolaire.

§ 3. La prestation de répit résidentiel consiste à :

1° assurer l'accueil des usagers en dehors de leur milieu de vie habituel et hors activité scolaire, permettant à ceux-ci de vivre de nouvelles expériences de vie;

2° permettre aux usagers de bénéficier d'un service résidentiel soit sur site soit via des activités collectives extérieures et comprenant au moins une nuit.

**Art. 831/5.** Le service garantit le respect de la vie privée, l'indépendance et la liberté de choix de l'utilisateur et de son aidant proche.

Le service ne peut pas exiger de l'utilisateur, de l'aidant proche ou de son représentant légal, à titre de condition à l'admission ou à la prestation de répit, le paiement d'une contribution financière autre que celle visée à l'article 831/73.

### Section 3. — Agrément des services

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Procédure de sélection

**Art. 831/6.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles visés à l'article 831/62, § 1<sup>er</sup>, le Comité de gestion lance un appel à candidature spécifiant les critères de sélection et le délai d'introduction de la demande, et désigne les membres du jury de sélection.

#### Sous-section 2. — Types d'agrément

**Art. 831/7.** Selon les bénéficiaires des prestations et les missions que les services remplissent, les services sont agréés en tant que service polyvalent ou spécifique.

#### Sous-section 3. — Procédures d'agrément

##### A. Demande d'agrément

**Art. 831/8.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° le projet du service;

2° l'identité du directeur du service et les documents suivants :

a) un extrait de son casier judiciaire datant de moins de trois mois, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

b) la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 831/22, § 1<sup>er</sup>, 2°;

- c) une copie de ses diplômes et certificats;
- d) l'attestation justifiant d'une expérience exigée à l'article 831/17, § 3.
- 3° l'identité des administrateurs;
- 4° le numéro d'affiliation à l'ONSS ou à l'ONSS-APL du service et, pour les ASBL, le numéro d'entreprise.

§ 2. Le directeur visé au paragraphe § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2° est soit :

- 1° le coordinateur exerçant également les missions de directeur visées à l'article 831/22, § 1<sup>er</sup>, 2°;
- 2° le directeur de l'entité administrative;
- 3° le directeur de l'entité juridique.

B. La décision d'agrément

**Art. 831/9.** La décision de l'AWIPH mentionne :

- 1° la date d'agrément;
- 2° les types de prestations de répit pour lesquelles le service est agréé;
- 3° le type d'agrément : polyvalent ou spécifique.

La décision est notifiée au demandeur par voie postale.

C. Le comité d'accompagnement

**Art. 831/10.** Le Comité de gestion peut, pour une durée qui ne peut pas être supérieure à deux ans, conditionner le maintien d'agrément à l'instauration d'un comité d'accompagnement chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé de représentants de l'AWIPH, d'un expert désigné en fonction de sa compétence relative au problème existant, d'un représentant des pouvoirs organisateurs, d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs et d'un représentant des organisations représentatives des utilisateurs.

Les représentants visés à l'alinéa 2 sont désignés par le Comité de gestion.

Si, au terme du délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, le Comité de gestion applique une des mesures prévues à l'article 475.

Sous-section 4. — Conditions d'agrément Art. 831/11.

La prestation de répit se réalise dans le respect des principes énoncés à l'article 831/2

A. Conditions relatives au projet du service

**Art. 831/12.** Le projet du service est élaboré sur la base du canevas repris à l'annexe 83/1 en suscitant la collaboration de l'équipe des intervenants. Le projet est soumis pour avis :

1° pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

2° pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs.

Le projet est remis à jour au minimum tous les six ans.

Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an. Le service transmet le rapport d'activités à l'AWIPH pour le 30 juin de chaque année.

Le projet du service, ses mises à jour et le rapport annuel d'activité du service sont portés à la connaissance de tous les membres du service, des membres des associations des usagers et aidants proches ou de leurs représentants et du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale. Ils sont mis à leur disposition en permanence.

**Art. 831/13.** Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet du service.

B. Conditions relatives à la convention de collaboration

**Art. 831/14.** La convention de collaboration est conclue par écrit entre le service et l'aidant proche, l'utilisateur ou son représentant légal.

La convention de collaboration reprend au moins les mentions suivantes :

- 1° l'identification exacte de la personne juridique chargée de la gestion du service et de l'utilisateur;
- 2° les objectifs généraux poursuivis par le service de répit et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des usagers à accompagner, accueillir ou héberger;
- 3° le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des usagers telles que l'âge, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;
- 4° les droits et obligations mutuels de l'utilisateur ou de son représentant légal et des aidants proches et du service;
- 5° les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par chacune des parties;
- 6° le besoin exprimé par l'utilisateur ou son représentant légal et ses aidants proches;
- 7° l'offre de prestations qui répond au mieux aux besoins exprimés par l'utilisateur ou son représentant légal et ses aidants proches et qui est fonction de ses disponibilités et de la demande de l'ensemble des familles;
- 8° les critères qui régissent la priorisation des prestations compte tenu de l'article 831/3, § 3;
- 9° une mention explicite précisant que l'utilisateur et sa famille sont invités à participer au processus d'évaluation de l'intervention répit;

10° le montant de la participation financière;

11° la personne physique ou morale qui répond du paiement et de son mode de règlement;

12° les modalités précises de résiliation de la convention;

13° la procédure de gestion interne des doléances éventuelles ainsi que l'adresse de l'AWIPH à laquelle l'utilisateur et sa famille peuvent adresser toute critique, plainte ou réclamation.

C. Conditions relatives au carnet de bord

**Art. 831/15.** Le carnet de bord est un outil de communication et d'informations entre les différents intervenants, l'utilisateur et l'aidant proche qui rassemble les données pertinentes pour le bien-être et la sécurité de l'utilisateur lors de la prestation de répit. Il reste la propriété de l'utilisateur.

Le carnet de bord est élaboré en collaboration entre le service, l'utilisateur et l'aidant proche, sur base du canevas transmis par l'AWIPH par voie de circulaire.

#### D. Condition relative au relevé des prestations

**Art. 831/16.** Le service tient un relevé de ses prestations, sur base d'un canevas établi par l'AWIPH, spécifiant le type de prestations de répit, le nombre d'usagers concernés par prestation et le temps de prestations effectuées par le service auprès de l'usager.

#### E. Conditions relatives aux qualifications du personnel

**Art. 831/17.** § 1<sup>er</sup>. Les qualifications du personnel permettent d'assurer les missions du service telles qu'identifiées à l'article 831/3 dans le respect des règles de déontologie.

§ 2. Le personnel administratif possède les titres requis pour l'exercice de sa fonction, tels que déterminés par la commission paritaire dont relève le service pour les services organisés par un pouvoir privé, ou par la Révision générale des Barèmes pour les services organisés par un pouvoir public.

§ 3. Le coordinateur veille à la mise en place des prestations et au planning des intervenants et procède, éventuellement, à des adaptations. Il est également la personne de contact pour les intervenants, la personne handicapée et l'aidant proche.

Le coordinateur est porteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale.

Le coordinateur qui assume les missions visées à l'article 831/22, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, justifie d'une expérience d'au moins trois années dans le secteur de l'aide aux personnes.

§ 4. Le personnel effectuant des prestations de répit démontre des capacités à :

- 1<sup>o</sup> travailler en étroite collaboration avec l'aidant proche et l'usager;
- 2<sup>o</sup> travailler en équipe;
- 3<sup>o</sup> adapter son intervention en fonction des besoins de soutien de l'usager;
- 4<sup>o</sup> évaluer les potentialités de l'usager et les stimuler;
- 5<sup>o</sup> écouter et communiquer;
- 6<sup>o</sup> participer activement aux formations prévues dans le plan de formation du service;
- 7<sup>o</sup> favoriser le développement des collaborations avec le réseau;
- 8<sup>o</sup> respecter l'usager et l'aidant proche.

Le personnel effectuant des prestations de répit possède les qualifications correspondant à l'une des fonctions éducative, sociale, paramédicale ou médicale reconnues par soit :

- 1<sup>o</sup> la commission paritaire dont relève le service pour les services organisés par un pouvoir privé;
- 2<sup>o</sup> la Révision générale des Barèmes pour les services organisés par un pouvoir public.

§ 5. Le service tient à disposition de l'AWIPH les copies des diplômes, certificats et attestations des membres du personnel.

Les membres du personnel fournissent au service, lors de leur engagement, un extrait de casier judiciaire de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n<sup>o</sup> 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

#### F. Conditions relatives à la formation du personnel

**Art. 831/18.** § 1<sup>er</sup>. S'appuyant sur le projet du service visé à l'article 831/12, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur trois années.

Le plan de formation, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis, décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel et définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Le plan de formation du personnel explicite éventuellement le système de mentorat mis en place avec l'identité des mentors et mentorés, et le planning des formations effectuées via le système de mentorat.

Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

En fonction des connaissances et des aptitudes de son personnel, le service intègre dans son plan de formation les modules suivants :

- 1<sup>o</sup> secret professionnel et secret professionnel partagé;
- 2<sup>o</sup> la manutention ou le nursing;
- 3<sup>o</sup> les différents types de handicap pour les services visés à l'article 831/1, 6<sup>o</sup>, ou un handicap spécifique pour les services visés à l'article 831/1, 7<sup>o</sup>;
- 4<sup>o</sup> la relation entre l'intervenant et la famille;
- 5<sup>o</sup> le Brevet européen de Premiers Secours.

§ 2. Le coordinateur, entré en fonction après le 1<sup>er</sup> janvier 2014, et qui assume les missions visées à l'article 831/22, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, doit, dans les trois ans qui suivent le premier septembre qui suit son engagement ou sa promotion, avoir suivi le module de formation organisé par l'AWIPH à l'attention des responsables des services agréés.

#### G. Condition relative au volontariat

**Art. 831/19.** Le recours aux conventions de volontariat n'est accepté que dans le cadre de prestations en appui du personnel salarié et sous la responsabilité de celui-ci.

#### H. Conditions relatives à la personne morale

**Art. 831/20.** Le service est géré par un pouvoir public ou une fondation d'utilité publique, ou par une association sans but lucratif ou une fondation privée.

**Art. 831/21.** Lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif ou une fondation :

1<sup>o</sup> celle-ci ne comporte pas des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3<sup>e</sup> degré, à concurrence de plus d'1/5 de ses membres;

2<sup>o</sup> son conseil d'administration, afin d'éviter toute confusion d'intérêts et toute source de conflit d'autorité, ne comprend pas des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du service.

**I. Conditions relatives à la gestion du service**

**Art. 831/22.** § 1<sup>er</sup>. Le service satisfait aux conditions suivantes :

1° posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'AWIPH;

2° être dirigé par un directeur, personne physique sous contrat de travail et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité liée visée au 1°, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la gestion du personnel;
- b) la gestion financière;
- c) l'application des réglementations en vigueur;
- d) la représentation du service dans ses relations avec l'AWIPH.

L'autonomie technique, comptable et budgétaire visée au 1° peut être obtenue via l'organisation d'une entité administrative à laquelle le service appartient.

Les services concernés par le regroupement en entité administrative, sont situés à une distance raisonnable du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière.

§ 2. Le directeur assure en permanence la direction effective du service. S'il n'est pas présent, un membre du personnel délégué à cet effet prend les dispositions utiles en cas d'urgence et répond aux demandes tant internes qu'externes.

§ 3. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'AWIPH invite, par envoi conférant date certaine ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent, dans le délai que l'AWIPH précise.

Si à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les dispositions visées au § 3 n'ont pas été prises, l'AWIPH saisit le Comité de gestion qui statue conformément à l'article 475.

**J. Conditions relatives à la gestion administrative et comptable**

**Art. 831/23.** Le service transmet, à la demande de l'AWIPH, tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions, le cadastre de l'emploi, le relevé des prestations, ainsi que le plan de formation visé à l'article 831/18.

**Art. 831/24.** Le service communique le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 831/18 :

1° pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

2° pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs.

**Art. 831/25.** Le service mentionne la référence de l'agrément par l'AWIPH sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

**Art. 831/26.** Sans préjudice de la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'AWIPH aux services.

**Art. 831/27.** § 1<sup>er</sup>. Les interventions financières sollicitées en vertu de l'article 831/73, § 2, auprès des usagers ou de leur représentants légaux sont comptabilisées au titre de récupérations de frais relatifs aux comptes 6010, 6011, 6012, 613, 61601 et 644 visés au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

§ 2. Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, les interventions financières, ainsi que les participations financières visées à l'article 831/73, § 1<sup>er</sup>, sont déduites du montant des charges correspondantes.

§ 3. Les subventions versées aux services par les pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice.

Il est tenu compte des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

**Art. 831/28.** § 1<sup>er</sup>. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'AWIPH au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable.

§ 2. Les comptes sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées.

L'AWIPH peut demander à consulter la comptabilité des entités liées.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile.

**Art. 831/29.** Dans le cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

**Art. 831/30.** Le service est en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

**K. Condition relative aux assurances**

**Art. 831/31.** Le service est couvert par une assurance en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité.

**L. Condition relative aux bâtiments et aux installations**

**Art. 831/32.** Pour les services proposant des prestations de répit résidentiel, le service met en œuvre les aménagements raisonnables en termes d'accessibilité pour les bâtiments.

**M. Conditions relatives à l'évaluation des services.**

**Art. 831/33.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 315 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les services introduisent tous les six ans, auprès de l'AWIPH, les documents suivants :

1° le projet du service actualisé;

2° en cas de changement de directeur, une copie des diplômes et certificats du directeur, la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 831/22, § 1<sup>er</sup>, 2°, ainsi que l'attestation justifiant une expérience visée à l'article 831/17, § 3, alinéa 3;

3° en cas de changement, la liste des membres du Conseil d'administration.

§ 2. Le service informe l'AWIPH, dans le courant du mois qui suit, si un changement se produit au niveau :

1° de l'extrait du casier judiciaire du directeur, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, qui doit être exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

2° des statuts publiés ou déposés au greffe;

3° de la liste des membres du conseil d'administration.

**Art. 831/34.** § 1<sup>er</sup>. L'AWIPH procède périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de service. L'AWIPH évalue en collaboration avec les services, les équipes éducatives et les représentants des travailleurs du Conseil d'entreprise, à défaut la délégation syndicale, les méthodes de travail, la qualité des prestations et la mise en place des conventions de collaboration. L'AWIPH vérifie l'existence et la mise à jour des projets de service.

§ 2. L'AWIPH assure également une fonction de conseil auprès des services et des équipes des intervenants.

#### Sous-section 5. — Contrôle

**Art. 831/35.** § 1<sup>er</sup>. L'AWIPH a pour mission de vérifier le respect des conditions et des normes d'agrément.

§ 2. L'AWIPH s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

**Art. 831/36.** Les remarques et conclusions des différents audits, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directeurs lesquels en informent le conseil d'entreprise et la délégation syndicale ou le comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974.

#### Section 4. — Conditions d'accès

**Art. 831/37.** § 1<sup>er</sup>. Les services effectuent des prestations de répit pour autant que les usagers soient en possession soit :

1° de la décision d'intervention de l'AWIPH visée à l'article 280 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé qui conclut au besoin de bénéficier d'une prestation de répit;

2° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française.

§ 2. Dans l'attente d'une des décisions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'AWIPH autorise le service à effectuer temporairement des prestations de répit pour un usager si celui-ci ou son représentant légal a déjà introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant des prestations de répit et moyennant la production dans les trois mois d'un des documents suivants attestant de la présence d'un handicap :

1° un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;

2° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 424;

3° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire indépendante du service et composée au moins d'un médecin, d'un psychologue, et d'un travailleur social ou paramédical;

4° une décision d'intervention de l'AWIPH en accueil ou en accueil et hébergement, en aide en milieu de vie, en aide individuelle à l'intégration, pour le Budget d'Assistance personnelle;

5° une attestation d'un service hospitalier agréé;

6° une attestation d'un service agréé ou conventionné par l'Institut national d'assurance maladie invalidité ou d'un médecin;

7° une décision d'un Gouverneur de province dans le cadre du Fonds des Soins médico-socio-pédagogiques;

8° une attestation établie par un médecin de consultation ONE.

La production d'un des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne préjuge pas de la décision qui résulte de l'analyse du dossier de base.

§ 3. La date de décision de l'AWIPH autorisant l'accès aux prestations de répit ne peut pas être antérieure à la date d'introduction de la demande au Bureau régional.

**Art. 831/38.** Les services communiquent, dans les trois jours, au Bureau régional compétent de l'AWIPH, les avis de début d'intervention et de fin de convention de collaboration concernant les usagers pour lesquels ils effectuent des prestations de répit.

**Art. 831/39.** Le nombre de points observés visé à l'article 831/42, § 2, ne peut pas être pris en compte si l'AWIPH ne conclut pas à la nécessité d'une prestation de répit pour l'usager.

#### Section 5. — Points de prestation

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions introductives

**Art. 831/40.** Les services de répit se voient attribuer un nombre de points à atteindre sur une période d'observation de trois ans.

Pour atteindre ce nombre de points, les services effectuent des prestations de répit dont la valeur en points varie en fonction du type de prestations réalisées et du moment où les prestations ont été réalisées.

Les points non utilisés au terme d'une période d'observation sont redistribués au cours de la période d'observation suivante.

##### Sous-section 2. — Détermination et modification du nombre de points attribués

###### A. Détermination du nombre de points attribués et observés

**Art. 831/41.** La valeur d'un point est de 49,21 euros.

**Art. 831/42.** § 1<sup>er</sup>. Le nombre de points attribués au service s'obtient en divisant par la valeur d'un point la somme des montants des subventions de base notifiées annuellement relative aux prestations et des subventions qui visent à financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables, versées par l'AWIPH et visées aux articles 831/57, 1° et 3°, sur une période d'observation déterminée.

Le nombre de points attribués est arrondi à l'unité supérieure.

§ 2. Le nombre de points observés s'obtient en additionnant les points des prestations transmises à l'AWIPH via les relevés annuels des prestations durant une période d'observation.

§ 3. Il est tenu compte que le répit vise à offrir des prestations ponctuelles qui n'excèdent pas annuellement par usager :

- 1° pour la prestation de répit à domicile à trois cents heures;
- 2° pour la prestation de répit en demi-journée d'activité collective à cinquante demi-journées;
- 3° pour la prestation de répit résidentiel à cinquante jours par année.

§ 4. En concertation avec les services concernés, l'AWIPH peut décider de mesures dérogatoires aux dispositions sur les durées maximales fixées par le paragraphe 3.

B. Observation du nombre de points prestés

**Art. 831/43.** L'observation du nombre de points prestés s'effectue sur une période de trois années civiles complètes appelée période d'observation *n*.

**Art. 831/44.** Les services transmettent à l'AWIPH le relevé annuel des prestations, dûment complété, dans les trente jours qui suivent le terme de l'année écoulée.

**Art. 831/45.** Le nombre de points attribués est revu pour la période *n+1* sur base du nombre de points observés par le service durant la période d'observation *n*.

**Art. 831/46.** § 1<sup>er</sup>. Si, au terme d'une période d'observation, le total des points observés durant la période est supérieur au total des points visés à l'article 831/42, § 1<sup>er</sup>, le service est classé dans la catégorie A.

§ 2. Si, au terme d'une période d'observation, le total des points observés durant la période est supérieur à 97 pour cent et inférieur ou égal à 100 pour cent du total des points visés à l'article 831/42, § 1<sup>er</sup>, le service est classé dans la catégorie B.

§ 3. Si, au terme d'une période d'observation, le total des points observés durant la période est inférieur ou égal à 97 pour cent des points visés à l'article 831/42, § 1<sup>er</sup>, le service est classé dans la catégorie C.

C. Distribution des points attribués non utilisés

**Art. 831/47.** § 1<sup>er</sup>. La différence entre les points attribués et observés des services classés en C pour la période d'observation *n* et la partie de la subvention de base *y* afférente est transférée aux services classés en A via un appel à projet.

§ 2. L'appel à projet détermine le type de prestation et la province que doivent couvrir les services classés en A qui répondent à l'appel à projet.

Le type de prestation et la province à couvrir sont déterminés en fonction des prestations effectuées et les provinces des zones d'intervention couvertes par les services classés en C.

Le relevé annuel des prestations détermine la zone d'intervention du service.

§ 3. Les points non utilisés durant la période d'observation *n* des services classés en C sont distribués aux services classés en A ayant répondu à l'appel à projet à partir de la deuxième année de la période d'observation *n+1*.

La répartition des points non utilisés s'effectue au prorata du surplus des points observés des différents services classés en A par rapport au total des surplus des services classés en A durant la période d'observation *n*.

Annuellement, à partir de la deuxième année de la période d'observation *n+1*, le nombre de points supplémentaires attribués au service X classé en A est calculé selon la formule suivante :

$$\left[ \frac{(\text{Nbre de point observés du service X classé A} > \text{Nbre de points attribués du service X classé A})}{(\text{total des points observés des services A} > \text{aux points observés des services A})} \right]$$

$$* (\text{Total des points observés des services C} < \text{aux points attribués des services C})$$

$$* \left(\frac{1}{3}\right)$$

§ 4. Le montant de la subvention afférent aux points reçus, pour les services classés en A, équivaut au nombre de points transférés au service multiplié par la valeur du point visée à l'article 831/41.

Le montant visé alinéa 1<sup>er</sup> fait partie intégrante de la subvention de base versée annuellement.

§ 5. Le montant de la subvention afférent aux points retirés, pour les services classés en C, équivaut au nombre de points que le service transfère multiplié par la valeur du point visée à l'article 831/41.

**Art. 831/48.** La notification des points est transmise aux services sur une base annuelle.

#### Sous-section 3. — Utilisation des points

D. Valeur en point des prestations

**Art. 831/49.** La comptabilisation des points observés visés à l'article 831/42, § 2, est déterminée en totalisant la valeur en points des prestations effectuées par le service pour une période d'observation.

**Art. 831/50.** § 1<sup>er</sup>. La valeur en points des prestations de répit à domicile est déterminée par heure, par usager et comprend le temps de déplacement rémunéré pour la prestation. Elle est déterminée comme suit :

Période	Points
Semaine (6 h => 20 h)	1
Soirée (20 h => 6 h; sauf dimanche et férié)	1.24
Samedi (6 h => 20 h)	1.17
Dimanche et jour férié	1.38

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la valeur en point des prestations de répit à domicile organisées par les services relevant de la commission paritaire 318.01 est déterminée comme suit :

Période	Points
Semaine (8 h => 18 h)	1
Semaine (6 h à 8 h et 18 h à 20 h)	1.14
Soirée (20 h => 6 h; sauf dimanche et férié)	1.24
Samedi (6 h => 20 h)	1.17
Dimanche et jour férié	1.38

§ 2. Les heures de répit à domicile sont consolidées annuellement.

§ 3. La valeur en point des prestations de répit à domicile consolidées annuellement est arrondie à l'unité supérieure.

**Art. 831/51.** § 1<sup>er</sup>. La valeur en points des prestations de répit en demi-journée d'activités collectives est déterminée pour une tranche de cinq heures et par usager.

Période	Points
½ journée semaine	2.92
½ journée samedi	3.48
½ journée dimanche et jour férié	4.13

§ 2. Les heures de répit en demi-journée collective sont consolidées annuellement puis divisées par cinq.

§ 3. La valeur en point des prestations de répit en demi-journée collective consolidées annuellement est arrondie à l'unité supérieure.

**Art. 831/52.** § 1<sup>er</sup>. La valeur en points des prestations de répit résidentiel est déterminée par journée de vingt-quatre heures et par usager.

	Points
Journée A	11.34
Journée B	12.25
Journée C	13.82
Journée D	11.91

§ 2. La journée de répit résidentiel de type A est une journée de vingt-quatre heures débutant un lundi, un mardi, un mercredi ou un jeudi à dix-huit heures, sauf si l'un d'eux est un jour férié.

§ 3. La journée de répit résidentiel de type B est une journée de vingt-quatre heures débutant le vendredi à dix-huit heures, sauf si l'un des deux jours est férié.

§ 4. La journée de répit résidentiel de type C est une journée de vingt-quatre heures débutant le samedi ou la veille d'un jour férié à dix-huit heures.

§ 5. La journée de répit résidentiel de type D est une journée de vingt-quatre heures débutant à dix-huit heures qui ne peut être comptabilisée en A, B ou C.

§ 6. Une garde de répit résidentiel comprend une nuit.

§ 7. Une garde de répit résidentiel entamée est comptabilisée.

**Art. 831/53.** § 1<sup>er</sup>. La valeur en points des prestations de coordination, de réorientation et de travail en réseau est déterminée par heure et par service.

Une heure de coordination, de réorientation et de travail en réseau équivaut à 0,41 point.

§ 2. Les heures de coordination, de réorientation et de travail en réseau sont consolidées annuellement.

§ 3. La valeur en point des prestations de coordination, de réorientation et de travail en réseau consolidées annuellement est arrondie à l'unité supérieure.

E. Comptabilisation des points

**Art. 831/54.** Le nombre de points observés pour une période d'observation est déterminé en additionnant les points observés via les relevés annuels des prestations de la période, visés à l'article 831/16.

**Art. 831/55.** Le budget d'assistance personnelle ne peut pas être utilisé pour financer des prestations de répit.

**Art. 831/56.** Le nombre de points observés pour la prestation de coordination, de réorientation et de travail en réseau est limité à dix pour cent du total des points observés du service.

## Section 6. — Le subventionnement

### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions introductives

**Art. 831/57.** Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

1° une subvention de base notifiée annuellement;

2° un supplément pour ancienneté pécuniaire;

3° une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables.



## Sous-section 2. — Le calcul des subventions de base

**Art. 831/58.** Les montants de la subvention de base des services répit existant au 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont maintenus.

**Art 831/59.** § 1<sup>er</sup>. Pour les services effectuant des prestations de garde à domicile, la subvention de base est composée d'une partie relative aux prestations et d'une partie relative aux déplacements.

§ 2. La partie relative aux déplacements de la subvention de base de la période d'observation *n* est équivalente au nombre de kilomètres réalisés pour les prestations de répit à domicile durant la période d'observation *n*, multiplié par le taux moyen au kilomètre prévu pour les agents de la Région wallonne durant la période d'observation *n*.

La partie relative aux déplacements de la subvention de base est limitée à vingt pour cent de la subvention de base.

§ 3. Les kilomètres réalisés pour une activité durant la prestation de répit à domicile ne sont pas valorisables dans le calcul de la partie relative aux déplacements de la subvention de base.

§ 4. Au minimum quatre-vingt pour cent de la subvention de base, après déduction de la partie relative aux déplacements pour les services effectuant des prestations de répit à domicile, est relative au personnel. Le solde couvre les frais de fonctionnement du service.

§ 5. Au terme de chaque année civile, le service transmet par voie électronique à l'AWIPH pour le 31 janvier au plus tard, le relevé des kilomètres parcourus pour les prestations à domicile.

§ 6. Si, à l'issue de la période d'observation *n*, le total des points prestés par le personnel de répit est inférieur au nombre de points attribués au service, l'AWIPH lui notifie le montant de la somme à récupérer en application de l'article 61, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

Le retrait est effectué à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la deuxième année de la période d'observation *n*+1.

**Art. 831/60.** La subvention de base est fixée annuellement. La subvention de base est revue au terme d'une période de trois ans conformément aux dispositions visées à l'article 831/47, § 1<sup>er</sup> à § 5.

**Art. 831/61.** La subvention de base est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

**Art. 831/62.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine le montant de la subvention des services qui sont créés ou pour lesquels est autorisée une extension en vertu des dispositions de la section 8.

§ 2. La première période d'observation peut être inférieure à trois ans et se termine la même année que les services visés à l'article 831/58.

## Sous-section 3. — Le supplément pour ancienneté pécuniaire

**Art. 831/63.** Une subvention supplémentaire est octroyée aux services pour leur permettre de financer les augmentations salariales résultant de l'ancienneté du personnel.

**Art. 831/64.** § 1<sup>er</sup>. L'ancienneté moyenne est déterminée sur base du cadastre de l'emploi du personnel affecté au service existant ou du personnel prévu pour le service à créer.

§ 2. L'ancienneté retenue est celle observée pour les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> dans la dernière liste du personnel en possession de l'AWIPH.

§ 3. Pour les personnes ne figurant pas sur la liste visée au paragraphe 2, l'ancienneté moyenne est déterminée par l'AWIPH sur base d'éléments probants fournis par le service. A défaut, l'ancienneté de départ du service est déterminée forfaitairement à huit ans.

**Art. 831/65.** § 1<sup>er</sup>. Le volume de prestations retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière telle que visée au point IV de l'annexe 83/4 est le volume de prestations dont le travailleur bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

§ 2. Le volume de prestations rémunérées du travailleur engagé pour remplacer le travailleur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, n'est pas pris en considération.

**Art. 831/66.** § 1<sup>er</sup>. Un supplément de subvention de personnel est octroyé aux services dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à huit ans.

§ 2. Au terme de chaque année civile, le service transmet par voie électronique à l'AWIPH, pour le 31 mars au plus tard, le cadastre de l'emploi.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant la date visée à l'alinéa 2, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle ils peuvent prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.

§ 3. Le supplément est accordé à concurrence du nombre de points à prester déterminé à partir de la subvention de base relative aux prestations, multiplié par la différence entre la valeur du point de référence visé à l'annexe 83/2 à l'ancienneté observée et la valeur du point à l'ancienneté de huit ans visé à l'article 831/41.

**Art. 831/67.** Le supplément accordé pour l'ancienneté pécuniaire est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avance.

Si cette ancienneté est inférieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

## Sous-section 4. — La subvention en vue de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables du personnel effectuant des prestations de répit

**Art. 831/68.** Une subvention supplémentaire est octroyée aux services du secteur non-marchand privé pour leur permettre de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables.

**Art. 831/69.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la subvention visée à l'article 831/68 correspond à la somme des diverses prestations de répit qui relèvent de la valorisation des heures inconfortables identifiées dans le relevé des prestations, multiplié par le montant du surcoût qui vise à financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables.

§ 2. L'AWIPH répartit la subvention supplémentaire visée au paragraphe 1<sup>er</sup> aux services dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 3. Le surcoût visé au paragraphe 1<sup>er</sup> équivaut à :

1<sup>o</sup> par prestation de répit à domicile :

Prestation en soirée (20 h => 6 h; sauf dimanche et férié)	11,81 €
Prestation le samedi (6 h => 20 h)	8,36 €
Prestation le dimanche et jour férié	18,68 €

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le surcoût des prestations de répit à domicile organisées par les services relevant de la commission paritaire 318.01 équivaut à :

Prestation la semaine (6 h à 8 h et 18 h à 20 h)	6,86 €
Prestation en soirée (20 h => 6 h; sauf dimanche et férié)	11,81 €
Prestation le samedi (6 h => 20 h)	8,36 €
Prestation le dimanche et jour férié	18,68 €

2<sup>o</sup> par prestation de répit en demi-journée d'activités collectives :

Prestation de ½ journée le samedi	27,55 €
Prestation de ½ journée le dimanche et jour férié	59,55 €

3<sup>o</sup> par prestation de répit résidentiel :

Prestation de journée A	49,70 €
Prestation de journée B	94,98 €
Prestation de journée C	172,27 €
Prestation de journée D	78,24 €

#### Sous-section 5. — Le contrôle de l'utilisation de la subvention

**Art. 831/70.** Si, à l'issue de la période d'observation, le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH.

**Art. 831/71.** Les charges admissibles sont précisées aux annexes 83/3 et 83/4.

**Art. 831/72.** L'AWIPH procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée.

La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement.

Les services disposent d'un délai de trente jours, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute rectification ou récupération notifiées sur base du présent chapitre.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de trente jours à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'ils ne possédaient pas lorsque celle-ci a été notifiée.

Il appartient au service de prouver la date à laquelle il a été mis en possession de l'information visée à l'alinéa 4.

#### Section 7. — La participation financière des usagers

**Art. 831/73.** § 1<sup>er</sup>. Les services sont autorisés à réclamer aux usagers une participation financière qui ne peut excéder :

1<sup>o</sup> 8,72 euros par heure de garde répit à domicile;

2<sup>o</sup> 34,03 euros par journée de répit résidentiel;

3<sup>o</sup> 15,31 euros par demi-journée de garde en activité collective.

§ 2. Les services peuvent réclamer en supplément à la participation financière visée au § 1<sup>er</sup> les frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'ils organisent ou liés à des besoins particuliers de l'utilisateur en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Le supplément visé au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'il est sollicité par le service, requiert l'aval de l'utilisateur ou de l'aidant proche.

#### Section 8. — La programmation

**Art. 831/74.** La couverture d'une zone est déterminée selon la formule suivante :

Les résultats de cette fraction sont sommés par commission subrégionale.

Le nombre d'utilisateurs par commune est identifié via le relevé des prestations.

Une proposition de programmation subrégionale est transmise au Gouvernement wallon à la fin du dernier semestre de chaque période d'observation sur base des résultats de ce ratio.

Le Gouvernement wallon fixe la programmation subrégionale pour la création de service. Cette programmation fait l'objet d'une publication officielle. »

**Art. 6.** Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XIV, sont insérés les articles 1384/1 à 1384/3 rédigés comme suit :

« Art.1384/1. La première période d'observation visée à l'article 831/43 débute le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 1384/2.** Les coordinateurs engagés au sein d'un projet d'initiative spécifique répit, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, sont considérés comme répondant aux qualifications requises pour exercer la fonction.

**Art. 1384/3.** Les montants visés aux articles 831/41, 831/69, § 3, 831/73, § 1<sup>er</sup>, et à l'annexe 83/2 sont liés à l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique 164,09 en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. »

**Art. 7.** Dans le même Code, sont insérées les annexes 83/1 à 83/4, jointes en annexe 1<sup>re</sup> à 4 au présent arrêté.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 9.** La Ministre de Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'application du présent arrêté.

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

---

### Annexe 1<sup>re</sup>

#### Annexe 83/1 visée à l'article 831/12 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

LE PROJET DE SERVICE — CANEVAS

HISTORIQUE DU PROJET

FINALITES ET OBJECTIFS

POPULATION CONCERNEE :

Types de handicap;

Age;

Divers.

CONVENTION et PARTICIPATION FINANCIERE

ZONE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

ORGANISATION DU SERVICE

Organisation du travail;

Réunions diverses;

Horaires des intervenants;

Heures d'ouverture;

CRITERES DE PRIORISATION

Le service veille à donner la priorité aux usagers en situation d'urgence, avec des besoins importants d'assistance, et/ou n'ayant pas accès à d'autres prestations de l'AWIPH. Il prend également en considération la situation de l'aidant proche et de la famille.

Le service explicite les critères qui vont déterminer l'ordre de priorité et le nombre de prestations proposées.

Notamment, l'état psychosocial de l'aidant proche, la fratrie, les ressources et activités de la personne handicapée, l'autonomie de la personne handicapée, les besoins d'assistance de la personne handicapée, l'urgence de la demande, la récurrence des prestations souhaitées, ...

METHODOLOGIES

a) Analyse de la réponse aux besoins des familles

Par exemple : quels sont les besoins des familles identifiés et comment y répondez-vous ?

b) Outils spécifiques

Par exemple : Quels sont les outils mis en place pour rencontrer les demandes des familles ?

c) Prestations de qualité

Par exemple : quels sont les actions et les moyens mis en œuvre afin de répondre de manière adéquate aux besoins des usagers et de s'assurer de leur satisfaction.

METHODE D'EVALUATION

Evaluation du service dans l'ensemble de ses missions;

RESSOURCES HUMAINES

Personnel;

Formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014 modifiant, d'une part, l'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et les articles 470 et 474 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant, d'autre part, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, un Chapitre VII intitulé « services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées ».

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## Annexe 2

Annexe 83/2 visée à l'article 831/66, § 3, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé  
VALEUR DU POINT DE REFERENCE

Ancienneté pécuniaire	Valeur du point de référence
8	49,21
9	51,71
10	53,50
11	54,14
12	54,79
13	55,41
14	56,05
15	56,70
16	57,34
17	57,99
18	58,63
19	59,28
20	59,91
21	60,55
22	61,20
23	61,84
24	62,49
25	63,13
26	63,79
27	64,44
28	65,10
29	65,74
30	65,74
31	65,74

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014 modifiant, d'une part, l'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et les articles 470 et 474 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant, d'autre part, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, un Chapitre VII intitulé « services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées ».

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## Annexe 3

Annexe 83/3 visée à l'article 831/71 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale  
et de la Santé PRINCIPE D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

1. Les charges sont réputées admissibles si elles respectent les principes généraux suivants :
  - 1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'une garde répit par le service;
  - 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;
  - 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
  - 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
  - 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
  - 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
  - 7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
  - 8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;

9) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles:

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne;

2) les biens d'investissements de plus de 500 € T.V.A.C. imputés en charge dans un seul exercice;

3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale;

5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

8) les frais d'indemnisation des volontaires qui ne respectent pas la loi relative aux droits des volontaires;

9) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

- soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble.

Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

- soit à la valeur des amortissements de la partie non-subsidiée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques de la commission paritaire ou de la Révision générale des Barèmes, en vigueur au sein du service;

2) la partie de la rémunération du coordinateur qui excède le montant prévu à l'échelle barémique 25 fixée par la CP 319.02;

3) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP en vigueur au sein du service ou du Conseil national du Travail;

4) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

5) les charges relatives aux assurances-groupes;

6) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625, à l'exception des cas de fermeture de service;

7) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

8) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;

9) les charges de rémunération ne correspondant pas à des activités pour le service de répit.

Lorsqu'un membre du personnel est affecté à plusieurs missions au sein de la structure, un document formalisant la répartition de son temps de travail doit être fourni et validé.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

a) 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300;

b) 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301;

c) 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020;

d) 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020;

e) 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %;

f) 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X;

g) 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.

L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires.

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;

3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;

4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;

5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les amendes imputées au compte 640;

2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642;

3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;

2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;

2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;

3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'administration collégalement avec la Direction.

3. Sont déduites des charges :

1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception du subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale;

2) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

3) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Contrôle financier :

Quand un service de répit existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI (services résidentiels et d'accueil de jour) et/ou sur la base du Titre VII, Chapitre 1<sup>er</sup> à IV (services d'accompagnement en accueil de type familial et/ou services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes et/ou services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et/ou services d'aide aux activités de la vie journalière ou encore sur la base du chapitre VII, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service peut se réaliser en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité. Cette disposition ne s'applique que pour autant que tous les services constituant l'entité administrative dont fait partie le service agréé sur base du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, Chapitre VII, soient soumis à un contrôle triennal des subventions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014 modifiant, d'une part, l'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et les articles 470 et 474 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant, d'autre part, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, un Chapitre VII intitulé « services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées ».

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

#### Annexe 4

##### Annexe 83/4 visée à l'article 831/71 et du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

##### FRAIS DE PERSONNEL — REGLES SPECIFIQUES

##### I. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel effectuant des prestations de répit, du coordinateur et des assistants sociaux, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

- les institutions agréées ou conventionnées par l'AWIPH, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;

- les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;

- les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;

- l'ONE;

- les centres agréés;

- les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;

- les institutions agréées et conventionnées par la DG05;

- les écoles d'enseignement spécialisé;

- les institutions ayant conclu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un an maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les dix jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel administratif et ouvrier, tout service presté antérieurement dans une fonction administrative pour le personnel administratif et dans une fonction ouvrière pour le personnel ouvrier peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

#### II. Nominations, promotions et changements de fonction :

§ 1<sup>er</sup>. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur la base des critères fixés au point I de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point I de la présente annexe.

#### III. Ne sont pas admissibles :

1) les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

2) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

3) les charges de personnel dont les qualifications ne correspondent pas aux titres requis repris à l'article 831/17.

#### IV. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la Convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "plan Tandem", est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit préalablement être reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celle prévue par la Convention collective de travail précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014 modifiant, d'une part, l'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et les articles 470 et 474 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant, d'autre part, dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII, un Chapitre VII intitulé « services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées ».

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201246]

**6 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de artikelen 470 en 474 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), enerzijds, en tot invoeging van een Hoofdstuk VII met het opschrift « Diensten die respijtzorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen » in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII, anderzijds**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek IV, artikelen 283, tweede lid, 12<sup>o</sup>, 285 en 289;

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 september 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 september 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « AWIPH » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 30 mei 2013;

Gelet op het advies 54.468/4 van de Raad van State, gegeven op 9 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Personnes handicapées" (Waalse Commissie voor Gehandicapte Personen), gegeven op 15 oktober 2013;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt :

« 12° de diensten die respijtzorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen. ».

**Art. 3.** Artikel 470 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten) wordt gewijzigd als volgt :

« De aanvragen tot erkenning van de diensten, centra of instellingen worden per post of elektronisch aan het « AWIPH » gericht zodat de afzender over het bewijs en de datum van de verzending kan beschikken. ».

**Art. 4.** In artikel 474 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « vijf » door het woord « zes » vervangen.

**Art. 5.** Hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel VII, wordt aangevuld met een hoofdstuk VII, dat de artikelen 831/1 tot 831/74 inhoudt, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VII. — *Diensten die respijtzorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen*

*Afdeling 1. — Inleidende bepalingen*

**Art. 831/1.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° gebruiker: elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 261 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van wie het « AWIPH » door zijn beslissing tot tegemoetkomingt acht dat hij in aanmerking komt voor een dienst die respijtzorg verleent aan de gehandicapte personen en hun mantelzorgers;

2° interveniënt : werknemer van de dienst die respijtzorg verstrekt bij de gebruiker;

3° respijtzorgdienst : de krachtens afdeling 3 door het « AWIPH » erkende dienst die dienstverstrekkingen inzake respijtzorg organiseert voor gehandicapte personen (kinderen of volwassenen) en hun mantelzorgers;

4° mantelzorger : persoon van de entourage die, in niet professioneel verband en met de eventuele samenwerking van professionele begeleiders, aan een persoon in toestand van grote afhankelijkheid thuis permanente steun en hulp verleent;

5° dienstverstrekkingen inzake respijtzorg : alle dienstverstrekkingen die de gebruiker de mogelijkheid bieden om zijn activiteiten thuis of in een andere omgeving te diversifiëren en waardoor zijn mantelzorgers voor een bepaalde duur vrije tijd genieten dankzij een kwaliteitsvolle aflossing;

6° polyvalente dienst : dienst die verstrekkingen inzake respijtzorg voorstelt aan gebruikers met elk type deficiëntie;

7° specifieke dienst : dienst die verstrekkingen inzake respijtzorg voorstelt aan gebruikers voor wie een specifieke aanpak en begeleiding nodig zijn wegens hun deficiëntie;

8° tewerkstellingskadaster : de personeelslijst die aan het einde van elk jaar door de dienst opgemaakt wordt op grond van een door het « AWIPH » vastgelegd model;

9° jaarlijks overzicht van de dienstverstrekkingen: de lijst van de gebruikers van de dienst en van alle verstrekte diensten opgemaakt op grond van een door het « AWIPH » vastgelegd model;

10° algemene diensten : de diensten die voor de gezamenlijke bevolking bestemd zijn en in het kader van hun dienstverstrekkingen aan de behoeften van de begeleide personen kunnen voldoen;

11° netwerk : geheel van personen samengesteld uit de gezinsleden van de gebruiker, uit naasten, vrienden, alsook de algemene of gespecialiseerde diensten waarop de persoon een beroep doet, en gebonden door een verdeling van de taken en rollen;

12° administratieve entiteit : entiteit bestaande uit verschillende door het « AWIPH » erkende diensten die afhankelijk zijn van dezelfde inrichtende macht en die beheerd worden door een gemeenschappelijke algemene directie, onder arbeidsovereenkomst, die instaat voor het dagelijkse beheer van al die diensten, zowel administratief, financieel als inzake personeelsaangelegenheden;

13° verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen;

14° dagelijks beheer : beheer dat het volgende inhoudt :

de effectieve bevoegdheid om dagelijks bevelen en richtlijnen te geven aan het personeel, met inbegrip van de administratieve ploeg die gemeenschappelijk is aan de diensten;

b) kunnen beschikken over de nodige middelen om de financiële lasten betreffende de dagelijkse werking van de betrokken diensten te kunnen dragen;

c) desgevallend, de verschillende directies binnen de entiteit coördineren;

15° actieve aanwezigheid : de dienst verstrekken door zo goed mogelijk in te spelen op de behoeften geuit door de gebruiker, zijn wettelijke vertegenwoordiger of de mantelzorgers.

*Afdeling 2. — Algemene beginselen en opdrachten van de diensten.*

*Onderafdeling 1. — Algemene beginselen*

**Art. 831/2.** § 1. Respijtzorg is bestemd voor gehandicapte personen die wegens hun handicap geen toegang hebben tot de dienstverstrekkingen inzake bewaking en recreatie waarin de algemene diensten of privé operators voor elk publiek voorzien.

§ 2. Respijtzorg wordt verleend via verstrekkingen inzake residentiële respijtzorg, inzake thuisrespijtzorg en inzake respijtzorg in halve dagen gemeenschappelijke activiteiten zoals omschreven in artikel 831/4.



## Onderafdeling 2. — Opdrachten van de diensten

**Art. 831/3.** § 1. De respijtzorgdiensten hebben als algemene opdracht :

- 1° in het kader van een partnerschap tussen de dienst, de mantelzorger en de gebruiker bijdragen tot een levenskwaliteit waarbij de verlangens en specifieke behoeften van iedereen in acht genomen worden;
- 2° een aflossing zijn door te zorgen voor een actieve aanwezigheid bij de gebruiker;
- 3° bijdragen tot de totstandbrenging van het nodige net rondom de mantelzorger en de gebruiker;
- 4° een rol inzake coördinatie, heroriëntering en net vervullen. het werk inzake coördinatie, heroriëntering en net is het geheel van de acties die door de respijtzorgdiensten gevoerd worden met het oog op :
  - a) informatieverstrekking aan de gebruiker i.v.m. alle aanvragen die niet onder de opdrachten van de respijtzorgdiensten vallen;
  - b) kennisgeving aan het « AWIPH » van de praktijken, behoeften en specifieke vragen van de gebruikers waaraan niet tegemoetgekomen werd;
  - c) de bevordering van partnerschappen tussen diensten om de sociale, professionele, sanitaire en andere hulpmiddelen op een gegeven grondgebied te mobiliseren rondom de behoeften en de aanvraag van personen met een handicap of hun mantelzorgers;
  - d) de beste oriëntering van personen met een handicap of hun mantelzorgers, bij voorrang via de algemene diensten;
  - e) een hogere efficiëntie van de hulpverlening en de besluitvorming betreffende de te bepalen handelwijze in moeilijkere of ingewikkeldere situaties;
- 5° het dienstenaanbod naar gelang van de behoeften en de aanvragen van de mantelzorger en de gebruiker aanpassen binnen de mogelijkheden van de diensten;
- 6° een rol vervullen inzake steunverlening aan de mantelzorger die voor permanente aanwezigheid bij de gebruiker zorgt;
- 7° ervoor zorgen dat de mantelzorger makkelijker persoonlijke activiteiten kan verrichten;
- 8° de gebruiker een vertrouwenwekkende dienstverstrekking bieden die voldoet aan zijn behoeften en bijdraagt tot zijn welzijn;
- 9° de gebruiker de mogelijkheid bieden om verder toegang te krijgen tot opwaarderende activiteiten;
- 10° het geestelijke, lichamelijke en matschappelijke welzijn van de gebruiker verhogen.

§ 2. Naast de opdrachten bedoeld in § 1, vervullen de specifieke diensten op het gezamenlijke grondgebied van het Franse taalgebied van het Waalse Gewest een opdracht inzake steunverlening, vorming en referentie voor alle diensten.

§ 3. De dienst zorgt ervoor voorrang te geven aan de gebruikers die in noodtoestand verkeren, grote behoefte aan bijstand ondervinden of geen toegang tot andere dienstverstrekingen van het « AWIPH » hebben. Hij houdt ook rekening met de toestand van mantelzorger en het gezin.

**Art. 831/4.** § 1. De dienstverstrekking inzake thuisrespijtzorg houdt in dat de begeleider actief aanwezig is bij de gebruiker thuis of op een andere plaats bepaald in samenspraak met de mantelzorger, de gebruiker en de respijtzorgdienst, buiten schoolactiviteit.

§ 2. De dienstverstrekking in halve dagen gemeenschappelijke activiteit houdt in dat gebruikers onthaald worden tijdens gemeenschappelijke buitenactiviteiten die overdag door de respijtzorgdienst georganiseerd worden, buiten schoolactiviteit.

§ 3 Dienstverstrekingen inzake residentiële respijtzorg bestaan erin :

- 1° de gebruikers buiten hun dagelijkse leefomgeving en buiten schoolactiviteit op te vangen, zodat ze nieuwe levenservaringen kunnen opdoen;
- 2° de gebruikers de mogelijkheid te bieden om van een residentiële dienst te genieten, hetzij in de locatie zelf, hetzij via externe gemeenschappelijke activiteiten en met minstens één overnachting.

**Art. 831/5.** De dienst waarborgt de inachtneming van het privéleven, de onafhankelijkheid en de vrijheid van keuze van de gebruiker en van zijn mantelzorger.

De dienst mag van de gebruiker, de mantelzorger of de wettelijke vertegenwoordiger geen andere financiële bijdrage dan die bedoeld in artikel 831/73 opleggen als voorwaarde om opgevangen te worden of om de respijtzorgverstrekingen te kunnen genieten.

## Afdeling 3. — Erkenning van de diensten

## Onderafdeling 1. — Selectieprocedure

**Art. 831/6.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten bedoeld in artikel 831/62, § 1, doet het beheerscomité een kandidatenoproep waarin de selectiecriteria en de datum voor de indiening van de aanvraag opgegeven worden, en wijst het de leden van de selectiejury aan.

## Onderafdeling 2. — Types erkenning

**Art. 831/7.** Naar gelang van de begunstigden van de dienstverstrekingen en van de opdrachten die ze vervullen, worden de diensten erkend als polyvalente of specifieke diensten.

## Onderafdeling 3. — Erkenningsprocedures

## A. Erkenningsaanvraag

**Art. 831/8.** § 1. De kenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken en gegevens:

- 1° het project van de dienst;
- 2° de identiteit van de directeur van de dienst en de volgende stukken :
  - 2° een uittreksel uit zijn strafregister (model 1) van minder dan drie maanden geleden, opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen;
  - b) de schriftelijke overdracht van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 831/22, § 1, 2°;
  - c) een afschrift van zijn diploma's en getuigschriften;
  - d) een attest ter bevestiging van de ervaring vereist krachtens artikel 831/17, § 3;
- 3° de identiteit van de bestuurders;

4° het inschrijvingsnummer van de dienst bij de RSZ of bij de RDSZ-PPO en, voor de VZW's, het ondernemingsnummer.

§ 2. De directeur bedoeld in paragraaf § 1, tweede lid, 2°, is :

1° hetzij de coördinator die ook de in artikel 831/22, § 1, 2°, bedoelde opdrachten van directeur uitoefent;

2° hetzij de directeur van de administratieve entiteit;

3° hetzij de directeur van de juridische entiteit.

B. Beslissing tot erkenning

**Art. 831/9.** De beslissing van het « AWIPH » vermeldt :

1° de datum van de erkenning;

2° het type respijtzorgverstrekking waarvoor de dienst erkend wordt;

3° het type erkenning : polyvalent of specifiek.

De beslissing wordt per post meegedeeld aan de aanvrager.

C. Begeleidingscomité

**Art. 831/10.** Het beheerscomité kan eveneens, gedurende hoogstens twee jaar, het behoud van de erkenning afhankelijk maken van de oprichting van een begeleidingscomité, dat de dienst moet bijstaan bij de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van het « AWIPH », uit een deskundige aangewezen op grond van zijn bevoegdheid inzake het bestaande probleem, uit een vertegenwoordiger van de inrichtende machten, uit een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties en een vertegenwoordiger van de representatieve gebruikersorganisaties.

De vertegenwoordigers bedoeld in het tweede lid worden door het beheerscomité aangewezen.

Indien de dienst na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, treft het beheerscomité één van de maatregelen bepaald bij artikel 475.

#### Onderafdeling 4. — Erkenningsvoorwaarden Art. 831/11

De respijtzorg wordt verstrekt met inachtneming van de beginselen bedoeld in artikel 831/2

A. Voorwaarden betreffende het project van de dienst

**Art. 831/12.** Het project van de dienst wordt uitgewerkt op basis van het patroon bedoeld in bijlage 83/1. Daarbij wordt de interventieploeg tot samenwerking aangezet. Het project wordt voor advies overgelegd :

1° voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht : aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;

2° voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht : aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties.

Het project wordt minstens om de zes jaar bijgewerkt.

De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar. De dienst maakt het activiteitenverslag jaarlijks uiterlijk 30 juni aan het « AWIPH » over.

Het project van de dienst, de bijwerkingen ervan en zijn jaarlijks activiteitenrapport worden ter kennis gebracht van al zijn leden, van de leden van de verenigingen van de gebruikers en mantelzorgers of van hun wettelijke vertegenwoordigers en van de ondernemingsraad, of bij gebreke daarvan, van de vakbondsafvaardiging. Ze worden hen voortdurend ter inzage gelegd.

**Art. 831/13.** De dienst wendt de middelen aan die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het project van de dienst.

B. Voorwaarden betreffende de samenwerkingsovereenkomst

**Art. 831/14.** De samenwerkingsovereenkomst wordt schriftelijk gesloten tussen de dienst en de mantelzorgers, de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

De samenwerkingsovereenkomst bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1° de nauwkeurige identificatie van de rechtspersoon die het beheer van de dienst waarneemt en van de gebruiker;

2° de algemene doelstellingen nagestreefd door de respijtzorgdienst en het geheel van de door hem verleende diensten, met een globale beschrijving van de te begeleiden, op te vangen of te huisvesten gebruikers;

3° in voorkomend geval, de bijzondere toelatingsvoorwaarden, met name die betreffende de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gebruikers zoals leeftijd, bijkomende handicaps of de uitsluiting hiervan;

4° de wederzijdse rechten en plichten van de gebruiker of van zijn wettelijke vertegenwoordiger, van de mantelzorgers en de dienst;

5° de risico's gedekt door de verzekeringspolissen aangegaan door elke partij;

6° de behoefte geuit door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger en door zijn mantelzorgers;

7° het aanbod aan dienstverstrekingen dat het best inspeelt op de behoeften geuit door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger en door zijn mantelzorgers, rekening houdend met zijn beschikbaarheden en met de vraag van het geheel van de gezinnen;

8° de criteria op grond waarvan dienstverstrekingen voorrang krijgen, rekening houdend met artikel 831/3, § 3;

9° een uitdrukkelijke melding waarin de gebruiker en zijn gezin uitgenodigd worden om deel te nemen aan het proces tot evaluatie van de respijtzorgtegenoetkoming;

10° het bedrag van de financiële bijdrage;

11° de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de wijze waarop de betaling wordt geregeld;

12° de nauwkeurige modaliteiten tot opzegging van de overeenkomst;

13° de procedure voor het interne beheer van eventuele klachten alsook het adres van het « AWIPH » waaraan de gebruiker of zijn gezin opmerkingen, klachten of bezwaren kan richten.

### C. Voorwaarden betreffende het dagboek

**Art. 831/15.** Het dagboek is een communicatie- en informatiemiddel tussen de verschillende interveniënten, de gebruiker en de mantelzorger waarin relevante gegevens opgenomen worden voor het welzijn en de veiligheid van de gebruiker bij de respijtzorgverstrekking. Het blijft eigendom van de gebruiker.

Het wordt in samenwerking met de dienst, de gebruiker en de mantelzorger uitgewerkt op basis van het patroon dat het « AWIPH » bij omzendbrief heeft overgemaakt.

### D. Voorwaarde betreffende de lijst van de dienstverstrekkings

**Art. 831/16.** De dienst houdt een lijst van zijn dienstverstrekkings bij op basis van een door het « AWIPH » opgemaakte patroon. Daarin wordt het type respijtzorgverstrekking opgegeven, alsook het aantal gebruikers betrokken per verstrekking en de duur van de dienstverstrekkings bij de gebruiker.

### E. Voorwaarden betreffende de kwalificaties van het personeel

**Art. 831/17.** § 1. De kwalificaties van het personeel maken het mogelijk om de in artikel 831/3 bedoelde opdrachten van de dienst te vervullen met inachtneming van de deontologische regels.

§ 2. Het administratief personeel beschikt over de vereiste diploma's voor de uitoefening van zijn functie, zoals bepaald door de paritaire commissie waaronder de dienst ressorteert voor de diensten georganiseerd door een inrichtende macht uit de privé sector, of door de Algemene Herziening van de Weddeschalen voor de diensten georganiseerd door een overheid.

§ 3. De coördinator zorgt ervoor dat de verstrekkingen tot stand gebracht worden, ziet toe op de planning van de interveniënten en gaat eventueel tot aanpassingen over. Hij is ook de contactpersoon voor de interveniënten, de gehandicapte persoon en de mantelzorger.

De coördinator is houder van een eindstudiediploma of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs, met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie.

De coördinator die de in artikel 831/22, § 1, 2<sup>o</sup>, vervult, levert het bewijs dat hij minstens drie jaar ervaring heeft in de sector van de hulpverlening aan personen.

### § 4. Het personeel dat respijtzorg verstrekt bewijst dat het bekwaam is om :

- 1<sup>o</sup> nauw samen te werken met de mantelzorger en de gebruiker;
- 2<sup>o</sup> in ploegverband te werken;
- 3<sup>o</sup> zijn tussenkomst aan te passen aan de steunbehoeften van de gebruiker;
- 4<sup>o</sup> de potentialiteiten van de gebruiker te evalueren en te stimuleren;
- 5<sup>o</sup> te luisteren en te communiceren;
- 6<sup>o</sup> actief deel te nemen aan de opleidingen waarin het vormingsprogramma van de dienst voorziet;
- 7<sup>o</sup> de ontwikkeling van de samenwerkingen met het net te bevorderen;
- 8<sup>o</sup> respect te tonen voor de gebruiker en de mantelzorger.

Het personeel dat respijtzorg verstrekt beschikt over de kwalificaties die overeenstemmen met een educatieve, sociale, paramedische of medische functie erkend door :

1<sup>o</sup> hetzij de paritaire commissie waaronder de dienst ressorteert voor de diensten georganiseerd door een inrichtende macht uit de privé sector;

2<sup>o</sup> de Algemene Herziening van de Weddeschalen voor de diensten georganiseerd door een overheid.

§ 5. De dienst legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het « AWIPH ».

Bij hun indienstneming leggen de personeelsleden een uittreksel uit het strafregister (model 1) aan de dienst over. Dat uittreksel is opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen.

### F. Voorwaarden betreffende de personeelsopleiding

**Art. 831/18.** § 1. Op grond van het project van de dienst bedoeld in artikel 831/12 stelt de dienst een personeelsopleidingsprogramma op voor minimum drie jaar.

Dat programma, opgemaakt na een gedachtewisseling met de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit voor de evaluatie van die drie aspecten.

Het personeelsopleidingsprogramma beschrijft eventueel het tot stand gebrachte mentorschapsysteem, met de identiteit van de mentoren en gementoreerden, en bevat de planning van de opleidingen die via het mentorschapsysteem gegeven worden.

Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsprogramma in de lijn van het vormingsprogramma dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

Al naar gelang van de bevoegdheden en de bekwaamheden van zijn personeel, neemt de dienst de volgende elementen in zijn vormingsprogramma op :

- 1<sup>o</sup> beroepsgeheim en gedeeld beroepsgeheim;
- 2<sup>o</sup> behandeling of nursing;
- 3<sup>o</sup> de verschillende types handicap voor de diensten bedoeld in artikel 831/1, 6<sup>o</sup>, of een specifieke handicap voor de diensten bedoeld in artikel 831/1, 7<sup>o</sup>;
- 4<sup>o</sup> de relatie tussen de interveniënt en de gezinsleden;
- 5<sup>o</sup> het Europees brevet eerste hulp.

§ 2. De coördinator die na 1 januari 2014 in functie treedt en de in artikel 831/22, § 1, 2<sup>o</sup>, bedoelde opdrachten vervult, moet binnen drie jaar, te rekenen van de eerste september na zijn indienstneming of bevordering, de vormingsmodule gevolgd hebben die door het « AWIPH » georganiseerd wordt voor de verantwoordelijken van de erkende diensten.

**G. Voorwaarde betreffende vrijwilligerswerk**

**Art. 831/19.** Het beroep op overeenkomsten inzake vrijwilligerswerk wordt slechts aanvaard in het kader van dienstverstrekkings om het bezoldigde personeel te steunen en onder zijn verantwoordelijkheid.

**H. Voorwaarden betreffende de rechtspersoon**

**Art. 831/20.** De dienst wordt beheerd door een overheid of een stichting van openbaar nut, of door een vereniging zonder winstoogmerk of een privé stichting.

**Art. 831/21.** Als hij door een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting georganiseerd wordt :

1° mag deze voor meer dan 1/5 van haar leden niet samengesteld zijn uit personeelsleden of personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad;

2° mag de raad van bestuur, om elk belangenconflict en elke oorzaak van machtsconflict te voorkomen, niet bestaan uit personen van hetzelfde gezin, echtgenoten, wettelijke samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van de raad van bestuur, noch uit personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst.

**I. Voorwaarden betreffende het beheer van de dienst**

**Art. 831/22.** § 1. De dienst vervult de volgende voorwaarden :

1° hij is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het « AWIPH » daarop controle kan uitoefenen;

2° hij staat onder de leiding van een directeur, natuurlijke persoon onder arbeidscontract en bevoegd om, overeenkomstig een schriftelijke overdracht van bevoegdheden door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de verbonden entiteit bedoeld onder punt 1°, het dagelijks beheer van de dienst waar te nemen, op zijn minst wat betreft :

a) het personeelsbeheer;

b) het financieel beheer;

c) de toepassing van de geldende regelgevingen;

e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het « AWIPH ».

De autonomie op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak bedoeld onder punt 1° kan verkregen worden via de organisatie van een administratieve entiteit waaronder de dienst ressorteert.

De diensten betrokken bij de hergroepering in een administratieve entiteit moeten gevestigd zijn op een redelijke afstand van de plaats waar de hoofdzetel van de directie gevestigd is en waar de administratieve gegevens die voor het dagelijkse beheer nodig zijn geconcentreerd worden.

§ 2. De effectieve directie van de dienst wordt permanent waargenomen door de directeur. Als hij afwezig is, moet een daartoe gemachtigd personeelslid de nodige maatregelen treffen in geval van dringende noodzakelijkheid en op zowel interne als externe aanvragen in te spelen.

§ 3. In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de directeur, verzoekt het « AWIPH » de inrichtende macht bij aangetekend schrijven om de nodige maatregelen te treffen binnen de termijn die door hem bepaald wordt.

Indien de maatregelen bedoeld in § 3 niet zijn genomen na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid, maakt het « AWIPH » de zaak aanhangig bij het beheerscomité, dat overeenkomstig artikel 475 beslist.

**J. Voorwaarden betreffende het administratief en boekhoudkundig beheer**

**Art. 831/23.** De dienst maakt op verzoek van het « AWIPH » alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende toelagen, het tewerkstellingskadaster, het overzicht van de dienstverstrekkings, alsmede het opleidingsprogramma bedoeld in artikel 831/18.

**Art. 831/24.** De dienst maakt de sociale balans over zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten, alsook het opleidingsprogramma bedoeld in artikel 831/18 :

1° voor de diensten beheerd door een inrichtende macht uit de privé sector: aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;

2° voor de diensten beheerd door een inrichtende macht uit de openbare sector: aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties.

**Art. 831/25.** De dienst vermeldt de referentie van de door het « AWIPH » verleende erkenning op alle akten en overige stukken, advertenties en aanplakkingen die van hem uitgaan.

**Art. 831/26.** Onverminderd de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, worden de opschriften en nummers van rekeningen eigen aan de activiteit van de diensten door het « AWIPH » aan de diensten overgemaakt.

**Art. 831/27.** § 1. De financiële bijdragen die krachtens artikel 831/73, § 2, van de gebruikers of hun wettelijke vertegenwoordigers verlangd worden, worden geboekt als invorderingen van onkosten betreffende de rekeningen 6010, 6011, 6012, 613, 61601 en 644 bedoeld in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

§ 2. In het kader van de controle op het gebruik van de toelagen worden de financiële tegemoetkomingen, alsook de in artikel 831/73, § 1, bedoelde financiële bijdragen afgetrokken van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

§ 3. De toelagen die aan de diensten worden gestort door de overheden of door liefdadigheidsinstellingen die door die overheden worden gesubsidieerd, worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten die op geldige wijze in het boekjaar geboekt worden.

Er wordt rekening gehouden met de toelagen bedoeld in het eerste lid voor zover ze verleend worden ter dekking van de uitgaven die in aanmerking genomen worden voor de berekening van de toelage.

**Art. 831/28.** § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar aan het « AWIPH » overgemaakt.

§ 2. De rekeningen gaan vergezeld van een volledige lijst van de verbonden entiteiten.

Het « AWIPH » kan verzoeken om inzage van de boekhouding van de verbonden entiteiten.

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

**Art. 831/29.** Indien verstrekkingen van een verbonden entiteit uitgaan, melden de verstrekkers hun aanwezigheid in het personeelsregister.

**Art. 831/30.** De dienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

K. Voorwaarde betreffende de verzekeringen

**Art. 831/31.** De dienst wordt door een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid gedekt voor alle dienstverstrekingen onder zijn verantwoordelijkheid.

L. Voorwaarde betreffende de gebouwen en installaties.

**Art. 831/32.** Voor de diensten die verstrekkingen inzake residentiële respijtzorg voorstellen, voorziet de dienst in gepaste inrichtingen m.b.t. de toegankelijkheid van de gebouwen.

M. Voorwaarden betreffende de evaluatie van de diensten

**Art. 831/33. § 1.** Onverminderd artikel 315 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, leggen de diensten om de zes jaar de volgende documenten over aan het « AWIPH » :

1° het geactualiseerde project van de dienst;

2° in geval van verandering van directeur, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, de schriftelijke overdracht van bevoegdheden door de inrichtende macht bedoeld in artikel 831/22, § 1, 2°, alsmede het bewijs van de ervaring bedoeld in artikel 831/17, § 3, derde lid;

3° in geval van verandering, de lijst van de leden van de Raad van bestuur.

§ 2. De dienst verwittigt het « AWIPH » in de loop van de volgende maand indien zich een verandering voordoet i.v.m. :

1° het uittreksel uit het strafregister (model 1) van de directeur, opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen;

2° de statuten, bekendgemaakt of ter griffie gedeponereerd;

3° de lijst van de leden van de raad van bestuur.

**Art. 831/34. § 1.** Het « AWIPH » evalueert regelmatig de tenuitvoerlegging van de dienstprojecten. Het « AWIPH » evalueert in samenwerking met de educatieve teams en de vertegenwoordigers van de ondernemingsraad, bij gebrek aan vakbondsafvaardiging, de werkmethodes, de kwaliteit van de verstrekkingen en de totstandbrenging van de samenwerkingsovereenkomsten. Het « AWIPH » gaat na of die begeleidingsprojecten bestaan en bijgewerkt worden.

§ 2. Het « AWIPH » vervult bovendien een adviesfunctie bij de diensten en de begeleidingsploegen.

#### Onderafdeling 5. — Controle

**Art. 831/35. § 1.** Het « AWIPH » moet nagaan of de erkenningsvoorwaarden en -normen in acht genomen worden.

§ 2. Het « AWIPH » ziet toe op de inachtneming van de voorschriften inzake toekenning en aanwending van de toelagen en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

**Art. 831/36.** De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende audits worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vervolgens worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en de vakbondsafvaardiging of het onderhandelings- of overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974.

#### Afdeling 4. — Toegangsvoorwaarden

**Art. 831/37. § 1.** De diensten verstrekken respijtzorg voor zover de gebruikers in bezit zijn van :

1° de beslissing tot tegemoetkoming van het « AWIPH » bedoeld in artikel 280 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid waarbij bevestigd wordt dat er behoefte aan respijtzorg is;

2° de beslissing van een bevoegde instelling van een andere deelstaat die krachtens een samenwerkingsovereenkomst gevolg mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. In afwachting van één van de beslissingen bedoeld in paragraaf 1, staat het « AWIPH » toe dat de dienst tijdelijk respijtzorg verstrekt indien de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger al een individuele aanvraag tot tussenkomst heeft ingediend en voorzover binnen drie maanden één van de volgende stukken ter bevestiging van het bestaan van een handicap wordt overgelegd :

1° een door een andere administratie afgegeven document ter bevestiging van het bestaan van een handicap;

2° een attest opgemaakt door een pluridisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 424;

3° een attest opgemaakt door een pluridisciplinaire ploeg die niet onder de dienst ressorteert en die minstens een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker telt;

4° een beslissing tot tussenkomst van het « AWIPH » inzake opvang of opvang en huisvesting, hulpverlening in de leefomgeving, individuele hulpverlening bij de integratie, voor het Persoonlijke assistentiebudget;

5° een attest van een erkende ziekenhuisdienst;

6° een attest van een dienst die door het RIZIV erkend is of een overeenkomst met hem gesloten heeft of van een arts;

7° een beslissing van een provinciegouverneur in het kader van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg;

8° een attest opgemaakt door een consultatiearts ONE.

De overlegging van één van de stukken bedoeld in het eerste lid loopt niet vooruit op de beslissing die uit de analyse van het basisdossier zal resulteren.

§ 3. De datum van de beslissing van het « AWIPH » waarbij toegang tot respijtzorgverstrekkingen verleend wordt, mag niet voorafgaan aan de datum waarop de aanvraag bij het Regionaal bureau ingediend wordt.

**Art. 831/38.** De diensten geven het bevoegde regionaal bureau van het « AWIPH » binnen drie dagen kennis van de berichten betreffende de begindatum van de tussenkomst en de einddatum van de samenwerkingsovereenkomst voor de gebruikers aan wie ze respijtzorg verstrekken.

**Art. 831/39.** Het in artikel 831/42, § 2, bedoeld aantal waargenomen punten kan niet in aanmerking genomen worden als het « AWIPH » niet besluit tot de noodzaak van een respijtzorgverstrekking aan de gebruiker.

## Afdeling 5. — Punten per dienstverstrekking

## Onderafdeling 1. — Inleidende bepalingen

**Art. 831/40.** De respijtzorgdiensten krijgen een aantal punten dat ze over een waarnemingsperiode van drie jaar moeten behalen.

On dat aantal punten te behalen verstrekken de diensten respijtzorg voor een puntenwaarde die varieert naar gelang van het type dienstverstrekking en van het tijdstip waarop de diensten verstrekt worden.

De punten die niet zijn toegekend zijn na afloop van een waarnemingsperiode worden toegekend in de loop van de volgende waarnemingsperiode.

## Onderafdeling 2. — Bepaling en wijziging van het aantal toegekende punten

## A. Bepaling van het aantal toegekende en waargenomen punten

**Art. 831/41.** De waarde van een punt is gelijk aan 49,21 euro.

**Art. 831/42.** § 1. Het aantal punten toegekend aan de dienst wordt berekend door de som van de bedragen van de jaarlijks meegedeelde basistoelagen betreffende de dienstverstrekkings en van de toelagen ter financiering van de loonsverhogingen die uit de opwaardering van de lastige uren voortvloeien, gestort door het « AWIPH » en bedoeld in de artikelen 831/57, 1° en 3°, over een bepaalde waarnemingsperiode te delen door de waarde van één punt.

Het aantal verkregen punten wordt afgerond naar de hogere eenheid.

§ 2. Het aantal waargenomen punten wordt verkregen na optelling van de punten toegekend voor de diensten die gedurende een waarnemingsperiode verstrekt worden en waarvan het « AWIPH » in kennis gesteld wordt via de jaaroverzichten van de dienstverstrekkings.

§ 3. Er wordt rekening gehouden met het feit dat de respijtzorg ernaar streeft stipte verstrekkingen aan te bieden waarvan de jaarlijkse duur per gebruiker niet langer is dan :

1° driehonderd uren voor de respijtzorg die thuis verstrekt wordt;

2° vijftig halve dagen voor respijtzorg verstrekt in halve dagen gemeenschappelijke activiteit;

3° vijftig dagen per jaar voor residentiële respijtzorgverstrekkings.

§ 4. In overleg met de betrokken diensten kan het « AWIPH » voorzien in maatregelen die afwijken van de voorschriften betreffende de maximale termijnen bedoeld in paragraaf 3.

## B. Waarneming van het aantal gepresteerde punten

**Art. 831/43.** Het aantal gepresteerde punten wordt waargenomen over een periode van drie volle kalenderjaren, met name de waarnemingsperiode  $n$ .

**Art. 831/44.** De diensten maken het jaaroverzicht van de dienstverstrekkings behoorlijk ingevuld aan het « AWIPH » over binnen dertig dagen na het einde van het afgelopen jaar.

**Art. 831/45.** Het aantal toegekende punten wordt voor de periode  $n+1$  herzien op basis van het aantal punten dat door de dienst tijdens de waarnemingsperiode  $n$  waargenomen wordt.

**Art. 831/46.** § 1. Indien het tijdens een waarnemingsperiode waargenomen totaal aantal punten na afloop van die periode hoger is dan het totaal aantal punten bedoeld in artikel 831/42, § 1, wordt de dienst in categorie A ingedeeld.

§ 2. Indien het tijdens een waarnemingsperiode waargenomen totaal aantal punten na afloop van die periode hoger is dan 97 percent of gelijk is aan 100 percent of minder van het totaal aantal punten bedoeld in artikel 831/42, § 1, wordt de dienst in categorie B ingedeeld.

§ 3. Indien het tijdens een waarnemingsperiode waargenomen totaal aantal punten na afloop van die periode gelijk is aan 97 percent of minder van het totaal aantal punten bedoeld in artikel 831/42, § 1, wordt de dienst in categorie C ingedeeld.

## C. Verdeling van de niet gebruikte toegekende punten

**Art. 831/47.** § 1. Het verschil tussen de toegekende en waargenomen punten van de in categorie C ingedeelde diensten voor de waarnemingsperiode  $n$  en het gedeelte van de desbetreffende basistoelage wordt via een projectoproep overgedragen aan de diensten ingedeeld in categorie A.

§ 2. De projectoproep bepaalt het type dienstverstrekking en de provincie te bestrijken door de in categorie A ingedeelde diensten die op de projectoproep ingaan.

Het type dienstverstrekking en de te bestrijken provincie worden bepaald naar gelang van de verstrekte diensten en de provincie waarin de door de in categorie C ingedeelde diensten bestreken interventiegebieden gelegen zijn.

Het interventiegebied van de dienst wordt bepaald in het jaarlijks overzicht van de dienstverstrekkings.

§ 3. De punten die tijdens de waarnemingsperiode  $n$  niet gebruikt worden door de in categorie C ingedeelde diensten worden vanaf het tweede jaar van de waarnemingsperiode  $n+1$  toegekend aan de in categorie A ingedeelde diensten die op de projectoproep ingegaan zijn.

De niet gebruikte punten worden verdeeld naar rato van het overschot aan waargenomen punten van de verschillende in categorie A ingedeelde diensten ten opzichte van het totaal van de overschotten van de in categorie A ingedeelde diensten tijdens de waarnemingsperiode  $n$ .

Vanaf het tweede jaar van de waarnemingsperiode  $n+1$  wordt het aantal bijkomende punten dat toegekend wordt aan de in categorie A ingedeelde dienst X berekend aan de hand van onderstaande formule :

$$\left[ \frac{\text{Aantal waargenomen punten van de dienst X ingedeeld A} > \text{aantal toegekende punten van de dienst X ingedeeld A}}{\text{(Totaal van de waargenomen punten van de diensten A} > \text{toegekende punten van de diensten A)}} \right]$$

\* Totaal van de waargenomen punten van de diensten C < toegekende punten van de diensten C ]

\*  $\left(\frac{1}{3}\right)$

§ 4. Voor de in de categorie A ingedeelde diensten stemt het toelagebedrag m.b.t. de ontvangen punten overeen met het aantal punten overgedragen aan de dienst, vermenigvuldigd met de in artikel 831/41 bedoelde waarde van een punt.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid maakt noodzakelijk deel uit van de jaarlijks gestorte basistoelage.

§ 5. Voor de in de categorie C ingedeelde diensten stemt het toelagebedrag m.b.t. de ingetrokken punten overeen met het aantal punten overgedragen door de dienst, vermenigvuldigd met de in artikel 831/41 bedoelde waarde van een punt.

**Art. 831/48.** De kennisgeving van de punten aan de diensten gebeurt op jaarbasis.

Onderafdeling 3. — Gebruik van de punten

D. Puntenwaarde van de dienstverstrekkingen

**Art. 831/49.** Het aantal waargenomen punten bedoeld in artikel 831/42, § 2, wordt bepaald door de totale puntenwaarde van de dienstverstrekkingen van de dienst over een waarnemingsperiode.

**Art. 831/50.** § 1. De puntenwaarde van de respijtzorgverstrekkingen thuis wordt bepaald per uur en per gebruiker en omvat de vergoeding van de verplaatsingstijd. Ze wordt berekend als volgt :

Periode	Punten
Week (6 u. => 20 u.)	1
's avonds (20 u. => 6 u.; behalve zon- en feestdagen)	1.24
Zaterdag (6 u. => 20 u.)	1.17
Zon- en feestdagen	1.38

In afwijking van het eerste lid wordt de puntenwaarde van de respijtzorgverstrekkingen thuis die georganiseerd worden door de onder de paritaire commissie 318.01 vallende diensten bepaald als volgt :

Periode	Punten
Week (8 u. => 18 u.)	1
Week (6 u. tot 8 u. en 18 u. tot 20 u.)	1.14
's avonds (20 u. => 6 u.; behalve zon- en feestdagen)	1.24
Zaterdag (6 u. => 20 u.)	1.17
Zon- en feestdagen	1.38

§ 2. De respijtzorguren thuis worden jaarlijks geconsolideerd.

§ 3. De puntenwaarde van de jaarlijks geconsolideerde respijtzorgverstrekkingen thuis wordt afgerond naar de hogere eenheid.

**Art. 831/51.** § 1. De puntenwaarde van de respijtzorgverstrekkingen in halve dagen gemeenschappelijke activiteiten wordt bepaald per schijf van vijf uren en per gebruiker.

Periode	Punten
½ dag per week	2.92
½ dag zaterdag	3.48
½ dag zon- en feestdagen	4.13

§ 2. De uren respijtzorg in gemeenschappelijke halve dagen worden jaarlijks geconsolideerd en vervolgens door vijf gedeeld.

§ 3. De puntenwaarde van de jaarlijks geconsolideerde respijtzorgverstrekkingen in gemeenschappelijke halve dagen wordt afgerond naar de hogere eenheid.

**Art. 831/52.** § 1. De puntenwaarde van de residentiële respijtzorgverstrekkingen wordt bepaald per dag van vierentwintig uren en per gebruiker.

	Punten
Dag A	11.34
Dag B	12.25
Dag C	13.82
Dag D	11.91

§ 2. De residentiële respijtzorgdag van type A is een dag van vierentwintig uren die op maandag, dinsdag, woensdag of donderdag om achttien uur aanvangt, behalve als één van die dagen een feestdag is.

§ 3. De residentiële respijtzorgdag van type B is een dag van vierentwintig uren die op vrijdag om achttien uur aanvangt, behalve als één van beide dagen een feestdag is.

§ 4. De residentiële respijtzorgdag van type C is een dag van vierentwintig uren die op zaterdag of de dag voor een feestdag om achttien uur aanvangt.

§ 5. De residentiële respijtzorgdag van type D is een dag van vierentwintig uren die om achttien uur aanvangt en die niet in A, B of C geboekt kan worden.

§ 6. Een oppas residentiële respijtzorg omvat één nacht.

§ 7. Een aangevatte oppas residentiële respijtzorg wordt geboekt.

**Art. 831/53.** § 1. De puntenwaarde van de dienstverstrekkingen inzake coördinatie, heroriëntering en netwerk wordt per uur en per dienst bepaald.

Een uur coördinatie, heroriëntering en netwerk is gelijk aan 0,41 punt.

§ 2. De uren coördinatie, heroriëntering en netwerk worden jaarlijks geconsolideerd.

§ 3. De puntenwaarde van de jaarlijks geconsolideerde dienstverstrekingen inzake coördinatie, heroriëntering en netwerk wordt naar de hogere eenheid afgerond.

E. Berekening van de punten

**Art. 831/54.** Het voor een waarnemingsperiode waargenomen aantal punten wordt bepaald door het optellen van de punten waargenomen via de in artikel 831/16 bedoelde jaaroverzichten van de dienstverstrekingen van de periode.

**Art. 831/55.** Het persoonlijke assistentiebudget mag niet gebruikt worden om de respijtzorgverstrekingen te financieren.

**Art. 831/56.** Het aantal punten waargenomen voor de verstreking coördinatie, heroriëntering en netwerk wordt beperkt tot tien percent van het totaal aantal waargenomen punten van de dienst.

#### Afdeling 6. — Subsidiëring

##### Onderafdeling 1. — Inleidende bepalingen

**Art. 831/57.** Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de diensten :

1° jaarlijks een basistoelage;

2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;

3° een specifieke toelage ter financiering van de loonsverhogingen die voortvloeien uit de opwaardering van de lastige uren.

##### Onderafdeling 2. — Berekening van de basistoelagen.

**Art. 831/58.** De bedragen van de basistoelage van de respijtzorgdiensten die op 1 januari 2014 bestaan worden behouden.

**Art. 831.59.** § 1. Voor de diensten die thuisoppas verstrekken bestaat de basistoelage uit een gedeelte dienstverstrekingen en uit een gedeelte verplaatsingen.

§ 2. Het gedeelte verplaatsingen van de basistoelage voor de waarnemingsperiode  $n$  is gelijk aan het aantal kilometers afgelegd in het kader van de respijtzorgverstrekingen thuis gedurende de waarnemingsperiode  $n$ , vermenigvuldigd met het gemiddeld percentage per kilometer voorzien voor de personeelsleden van het Waalse Gewest gedurende de waarnemingsperiode  $n$ .

Het gedeelte verplaatsingen van de basistoelage wordt beperkt tot twintig percent van de basistoelage.

§ 3. De kilometers afgelegd voor een activiteit in het kader van de respijtzorgverstreking thuis komen niet in aanmerking bij de berekening van het gedeelte verplaatsingen van de basistoelage.

§ 4. Wat betreft de diensten die respijtzorg thuis verstrekken, heeft minimum tachtig percent van de basistoelage betrekking op het personeel na aftrek van het gedeelte verplaatsingen. Het saldo dekt de werkingskosten van de dienst.

§ 5. Na afloop van elk kalenderjaar maakt de dienst het aantal voor thuiszorgverstrekingen afgelegde kilometers uiterlijk 31 januari langs de elektronische weg aan het « AWIPH » over.

§ 6. Als het totaal aantal punten behaald door het respijtzorgpersoneel na afloop van de waarnemingsperiode  $n$  lager is dan het aan de dienst toegekend aantal punten, geeft het « AWIPH » hem kennis van het bedrag dat ingevorderd moet worden overeenkomstig artikel 61 van het decreet van 15 juli 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering.

Het bedrag wordt ingevorderd vanaf 1 januari van het tweede jaar van de waarnemingsperiode  $n+1$ .

**Art. 831/60.** De basistoelage wordt jaarlijks bepaald. De basistoelage wordt na afloop van een periode van drie jaar herzien overeenkomstig de bepalingen van artikel 831/47, § 1 tot § 5.

**Art. 831/61.** De basistoelage wordt voortijdig bij maandelijks afbetalingen betaald in de loop van het bestemmingsjaar.

De maandelijks afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen van de ambtenaren.

**Art. 831/62.** § 1. De Regering bepaalt het bedrag van de toelage voor de diensten die worden opgericht of die zich krachtens de bepalingen van afdeling 8 mogen uitbreiden.

§ 2. De eerste waarnemingsperiode mag niet korter zijn dan drie jaar en eindigt in hetzelfde jaar als de diensten bedoeld in artikel 831/58.

##### Onderafdeling 3. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit.

**Art. 831/63.** Er wordt een bijkomende toelage aan de diensten verleend ter financiering van de loonsverhogingen die uit de anciënniteit van het personeel voortvloeien.

**Art. 831/64.** § 1. De gemiddelde anciënniteit wordt berekend op basis van het tewerkstellingskadaster betreffende het personeel aangesteld bij de bestaande dienst of van het personeel voorzien voor de op te richten dienst.

§ 2. De anciënniteit die in aanmerking wordt genomen, is die van de in paragraaf 1 bedoelde personen op de laatste personeelslijst waarover het « AWIPH » beschikt.

§ 3. Wat betreft de personen die niet op de in paragraaf 2 bedoelde lijst opgenomen zijn, wordt de gemiddelde anciënniteit door het « AWIPH » bepaald op basis van door de dienst verstrekte bewijsstukken. Bij gebreke daarvan wordt de beginanciënniteit bij de dienst forfaitair vastgelegd op acht jaar.

**Art. 831/65.** § 1. Het volume van de dienstverstrekingen opgenomen in de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer die in aanmerking komt voor een maatregel tot aanpassing van het einde van zijn loopbaan zoals bedoeld in punt IV van bijlage 83/4 is gelijk aan het volume waarover hij beschikte voordat hij halftijds ging presteren.

§ 2. Er wordt geen rekening gehouden met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen van de werknemer die in dienst genomen wordt ter vervanging van de werknemer bedoeld in paragraaf 1.

**Art. 831/66.** § 1. Er wordt een toelagetoeslag voor het personeel verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het bestemmingsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan acht jaar.

§ 2. Aan het einde van elk kalenderjaar maakt de dienst uiterlijk 31 maart de tewerkstellingskadaster langs de elektronische weg aan het « AWIPH » over.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de toelage, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen.



Voor de personeelsleden die de dienst verlaten hebben vóór de datum bedoeld in het tweede lid, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de vertrekdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekkings.

Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. De toeslag wordt toegekend naar rato van het aantal te presteren punten berekend op grond van de basistoelage betreffende de dienstverstrekkings, vermenigvuldigd met het verschil tussen de waarde van het referentiepunt bedoeld in bijlage 83/2 bij de waargenomen anciënniteit en de waarde van het punt bij de anciënniteit van acht jaar bedoeld in artikel 831/41.

**Art. 831/67.** De voor de geldelijke anciënniteit toegekende toeslag wordt automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

Onderafdeling 4. — Toelage ter financiering van de loonsverhogingen die voortvloeien uit de opwaardering van de lastige uren van het personeel dat respijtzorg verstrekt

**Art. 831/68.** Er wordt een bijkomende toelage aan de diensten van de privé non profit sector verleend ter financiering van de loonsverhogingen die uit de opwaardering van de lastige uren voortvloeien.

**Art. 831/69.** § 1. Het bedrag van de toelage bedoeld in artikel 831/68 stemt overeen met de som van de diverse respijtzorgverstrekkings die voortvloeien uit de opwaardering van de lastige uren vermeld op de lijst van de dienstverstrekkings, vermenigvuldigd met het bedrag van de meerkosten ter financiering van de loonsverhogingen die uit de opwaardering van de lastige uren voortvloeien.

§ 2. Het « AWIPH » verdeelt de bijkomende toelage bedoeld in paragraaf 1 onder de diensten met inachtneming van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 3. De meerkosten bedoeld in paragraaf 1 bedragen :

1° per respijtzorgverstrekkings thuis :

's avonds (20 u. => 6 u.; behalve zon- en feestdagen)	11,81 €
Op zaterdag (6 u. => 20 u.)	8,36 €
Op zon- en feestdagen	18,68 €

In afwijking van het eerste lid bedragen de meerkosten van de respijtzorgverstrekkings thuis die georganiseerd worden door de onder de paritaire commissie 318.01 vallende diensten :

Door de week (6 u. tot 8 u. en 18 u. tot 20 u.)	6,86 €
's avonds (20 u. => 6 u.; behalve zon- en feestdagen)	11,81 €
Op zaterdag (6 u. => 20 u.)	8,36 €
Op zon- en feestdagen	18,68 €

2° per respijtzorgverstrekkings in halve dagen gemeenschappelijke activiteiten :

½ dag op zaterdag	27,55 €
½ dag op zon- en feestdagen	59,55 €

3° per residentiële respijtzorgverstrekkings :

Dag A	49,70 €
Dag B	94,98 €
Dag C	172,27 €
Dag D	78,24 €

Onderafdeling 5. — Controle op het gebruik van de toelage.

**Art. 831/70.** Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van de waarnemingsperiode kleiner is dan de overeenstemmende toelagen, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het « AWIPH ».

**Art. 831/71.** De toelaatbare lasten worden nader bepaald in de bijlagen 83/3 en 83/4.

**Art. 831/72.** Na kennisgeving gaat het « AWIPH » over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongegrond blijkt te zijn.

Ze worden rechtgezet en ingevorderd tijdens de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan.

De diensten beschikken over een termijn van dertig dagen, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, om elke rechtzetting of invordering te betwisten waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig dit hoofdstuk.

De diensten kunnen een aanvraag tot herziening van de toelage indienen binnen dertig dagen, te rekenen van de kennisneming van een gegeven op grond waarvan het bedrag van de toelage betwist wordt en waarvan zij geen weet hadden bij de kennisgeving ervan.

De dienst moet het bewijs leveren van de datum waarop hij kennis genomen heeft van het gegeven bedoeld in het eerste lid.

*Afdeling 7. — Financiële bijdrage van de gebruikers*

**Art. 831/73.** § 1. De diensten mogen de gebruikers verzoeken om een financiële bijdrage die niet hoger mag zijn dan :

- 1° 8,72 euro per respijtzorgverstrekking thuis;
- 2° 34,03 euro per residentiële respijtzorgverstrekking;
- 3° 15,31 euro per halve dag oppas in gemeenschappelijke activiteit.

§ 2. De diensten mogen bovenop de in § 1 bedoelde financiële bijdrage een toeslag eisen voor de kosten inherent aan een specifieke recreatieactiviteit die ze organiseren of aan specifieke behoeften van de gebruiker met het oog op zijn welzijn en persoonlijke ontplooiing.

Als de in § 2 bedoelde toeslag door de dienst gevorderd wordt, wordt de instemming van de gebruiker of van de mantelzorger vereist.

*Afdeling 8. — Programmering*

**Art. 831/74.** De bediening van een gebied wordt bepaald aan de hand van onderstaande formule :

aantal gebruikers van de respijtzorgverstrekingen in de gemeente x;

aantal inwoners van die gemeente x.

De resultaten van die breuk worden per subregionale commissie opgeteld.

Het aantal gebruikers per gemeente wordt bepaald via de lijst van de dienstverstrekingen.

Een voorstel tot subregionale programmering wordt op basis van die cijfers aan de Waalse Regering overgelegd aan het einde van het laatste semester van elke waarnemingsperiode.

De Regering legt de subregionale programmering voor de dienstoprichting vast. Die programmering is het voorwerp van een officiële bekendmaking. ».

**Art.6.** Hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel XIV, wordt aangevuld met de artikelen 1384/1 tot 1384/3, luidend als volgt:

« Art.1384/1. De eerste waarnemingsperiode bedoeld in artikel 831/43 gaat in op 1 januari 2014.

**Art. 1384/2.** De coördinatoren die voor 1 januari 2014 in dienst zijn genomen in het kader van een initiatiefproject inzake respijtzorg, worden geacht te voldoen aan de kwalificaties vereist om die functie uit te oefenen.

**Art.1384/3.** De bedragen bedoeld in de artikelen 831/41, 831/69, § 3, 831/73, § 1, en in bijlage 83/2 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt, met name 164,09 op 1 januari 2013. ».

**Art.7.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de bijlagen 83/1 tot 83/4, die als bijlagen 1 tot 4 bij dit besluit gaan.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

**Art. 9.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

**Bijlage 1****Bijlage 83/1 bedoeld in artikel 831/12 van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid (gecodificeerde besluiten)**

DIENSTPROJECT. — SCHEMA

CHRONOLOGISCH OVERZICHT VAN HET PROJECT

FINALITEITEN EN DOELSTELLINGEN.

DOELGROEPEN :

Soorten handicap;

Leeftijd;

Varia.

OVEREENKOMST en FINANCIËLE BIJDRAGE.

GEOGRAFISCHE WERKINGSSFEER.

ORGANISATIE VAN DE DIENST

Werkorganisatie;

Diverse vergaderingen;

Dienstregeling van de interveniënten;

Openingstijden.

PRIORISERINGSCRITERIA

De dienst zorgt ervoor voorrang te geven aan de gebruikers die in noodtoestand verkeren, grote behoefte aan bijstand ondervinden of geen toegang tot andere dienstverstrekingen van het « AWIPH » hebben. Hij neemt ook de toestand van de mantelzorger en van de gezinsleden in overweging.

De dienst formuleert uitdrukkelijk de criteria op grond waarvan de voorrangsorte en het aantal voorgestelde dienstverstrekingen bepaald zullen worden.

Met name de psychosociale toestand van de mantelzorger, de broers en zusters, de middelen en activiteiten van de gehandicapte persoon, zijn autonomie, zijn behoeften aan bijstand, de dringende noodzakelijkheid van de aanvraag, de herhaling van de gewenste dienstverstrekingen, ...

METHODOLOGIE

a) Analyse van het antwoord op de behoeften van de gezinnen

Bijvoorbeeld : Welke zijn de opgespoorde behoeften van de gezinnen en hoe wordt erop ingespeeld ?

b) Specifieke hulpmiddelen

Bijvoorbeeld : In welke hulpmiddelen werd voorzien om de aanvragen van de gezinnen in te willigen ?

c) Kwaliteitsvolle dienstverstrekingen

Bijvoorbeeld : in welke acties en middelen werd voorzien om op gepaste wijze in te spelen op de behoeften van de gebruikers en om zich van hun voldoening te vergewissen.

EVALUATIEMETHODE

Evaluatie van de dienst in zijn gezamenlijke opdrachten;

MENSELIJKE HULPKRACHTEN :

Personeel;

Vorming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de artikelen 470 en 474 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), enerzijds, en tot invoeging van een hoofdstuk VII met het opschrift « diensten die respijtzorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen » in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII, anderzijds.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

### Bijlage 2

#### Bijlage 83/2 bedoeld in artikel 831/66, § 3, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten)

##### WAARDE VAN HET REFERENTIEPUNT

Geldelijke anciënniteit	Waarde van het referentiepunt
8	49,21
9	51,71
10	53,50
11	54,14
12	54,79
13	55,41
14	56,05
15	56,70
16	57,34
17	57,99
18	58,63
19	59,28
20	59,91
21	60,55
22	61,20
23	61,84
24	62,49
25	63,13
26	63,79
27	64,44
28	65,10
29	65,74
30	65,74
31	65,74

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de artikelen 470 en 474 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), enerzijds, en tot invoeging van een hoofdstuk VII met het opschrift « diensten die respijtzorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen » in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII, anderzijds.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

## Bijlage 3

**Bijlage 83/3 bedoeld in artikel 831/71 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten) PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING GENOMEN KUNNEN WORDEN**

1. De lasten worden geacht toelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene principes in acht genomen worden: ze hebben betrekking op de personen voor wie het « AWIPH » zich gunstig heeft uitgesproken over de opportuniteit van een oppas respitzorg door de dienst;

2) ze hebben betrekking op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;

3) ze zijn redelijk t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;

4) ze worden geboekt overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

5) ze vloeien voort uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;

6) ze vloeien voort uit uitwisselingen met natuurlijke personen die geen lid van de inrichtende macht of van de directie van de dienst mogen zijn, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;

7) zij hebben geen betrekking op forfaitaire sommen, behalve als die sommen gerechtvaardigd zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;

8) ze vloeien in voorkomend geval voort uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria voldoet;

9) ze hebben geen betrekking op de toekenning van voordelen in natura.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld

1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;

2) de beleggingswaarden boven 500 €, inclusief btw, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;

3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

4) de betaling van dienstverstrekkingen die niet bij de fiscale administratie zijn aangegeven;

5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

7) de huurlasten die niet gerechtvaardigd zouden zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

8) de vergoedingskosten voor de vrijwilligers die de wet op de rechten van de vrijwilligers niet naleven;

9) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen;

- hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies betreffende dat gebouw afgetrokken wordt.

Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

- hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

1) de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen van de paritaire commissie of van de Algemene Herziening van de Weddeschalen, van kracht binnen de dienst;

2) het gedeelte van de bezoldiging van de coördinator boven het bedrag waarin voorzien wordt op de weddeschaal 25 vastgelegd door de PC 319.02;

3) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC van kracht binnen de dienst of van de Nationale Arbeidsraad;

4) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

5) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

6) de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625, met uitzondering van de gevallen van dienstsluiting;

7) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;

8) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;

9) de loonlasten die niet overeenstemmen met activiteiten voor de respitzorgdienst.

Als een personeelslid voor verschillende opdrachten aangesteld wordt binnen de structuur, moet een document overgelegd en goedgekeurd worden waarin de verdeling van zijn arbeidstijd opgegeven wordt.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :

a) 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300;

b) 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301;

c) 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;

d) 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen, bedoeld in rekening 63020;

e) 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021. Het educatieve materieel kan tegen 33 % afgeschreven worden.

f) 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X;

g) 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.

Eén van de bovenvermelde percentages naar gelang van het soort goed dat het voorwerp is van het leasingcontract of andere gelijkaardige rechten.

Een afwijking van die percentages kan door het « AWIPH » worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.

2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

1) de op rekening 640 aangerekende boeten;

2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 2 en 641;

3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van de aard ervan in de volgende rekeningen: 65000- "Financiële lasten van investeringsleningen", 65001- "Financiële lasten leasing", 65002- "Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende reden", 65003- "Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6570- "Financiële lasten bankrekeningen", 6571- "Financiële lasten - beleggingen";

2) de lasten voor kaskredieten, behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het « AWIPH » moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;

3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

1) de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld:

1) de lasten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia:

1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

3) de lasten betreffende de terugbetalingen van bestuurderskosten, behalve als ze voortvloeien uit punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit, met uitzondering van de werkingstoelage verleend door de Nationale Loterij;

2) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

3) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Financiële controle:

Wanneer een respijtorgdienst deel uitmaakt van een administratieve entiteit met diensten gesubsidieerd op grond van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel XI (residentiële diensten, dagonthaaldiensten) en/of op grond van Titel VII, Hoofdstukken I tot IV (dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen en/of begeleidingsdiensten bij opvang in een gezin en/of diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen en/of diensten voor integratiehulpverlening aan jonge gehandicapten en/of diensten voor hulpverlening aan de activiteiten van het dagelijkse leven of op grond van hoofdstuk VII, kan de controle op het gebruik van de toelagen van die dienst gevoerd worden door de verleende toelagen en de per afdeling te boeken lasten op te tellen. Deze bepaling is niet van toepassing voor zover alle diensten die de administratieve entiteit vormen waaronder de op grond van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII, Hoofdstuk VII, erkende dienst ressorteert, aan een driejaarlijkse controle van de toelagen onderworpen worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de artikelen 470 en 474 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), enerzijds, en tot invoering van een hoofdstuk VII met het opschrift « diensten die respijtorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen » in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII, anderzijds.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

## Bijlage 4

**Bijlage 83/4 bedoeld in artikel 831/71 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten)**

## PERSONEELSKOSTEN. — SPECIFIEKE REGELS

## I. Geldelijke anciënniteit

De geldelijke anciënniteit van het personeel dat respijtzorg verstrekt, van de coördinator en de maatschappelijke assistenten wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemer voltijds of deeltijds door de werkgever bezoldigd werd in de volgende sectoren :

- de instellingen die door het « AWIPH », het voormalige Fonds 81 en het voormalige « FCIPPH » erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- de diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming;
- de "ONE";
- de erkende centra;
- de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- de instellingen die door het "DGO5" erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- de scholen van het buitengewoon onderwijs;
- de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het administratieve en arbeiderspersoneel betreft, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving.

Die dienstverstrekkingen worden slechts in aanmerking genomen voorzover betrokken personeelslid destijds beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor Medisch-socio-pedagogische Zorgverlening aan Gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen destijds officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verstrekte diensten wordt door betrokkenen geleverd d.m.v. de stortingen bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

Elk ander bewijsstuk kan door de bevoegde diensten geëist worden.

## II. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is.

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt I van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewaarderd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt I van deze bijlage.

## III. Komen niet in aanmerking:

1) de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2) het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

3) de lasten van het personeel waarvan de kwalificaties niet overeenstemmen met de vereiste titels bedoeld in artikel 831/17.

## IV. Aanpassing van het einde van de loopbaan.

De maandelijks bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair Comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, met name het "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector moet deze voorziening vooraf erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als degene waarin bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst voorziet.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de artikelen 470 en 474 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), enerzijds, en tot invoering van een hoofdstuk VII met het opschrift « diensten die respijtzorg organiseren ten gunste van de mantelzorgers en de gehandicapte personen » in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (gecodificeerde besluiten), Tweede deel, Boek V, Titel VII, anderzijds.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX